
**Rapport du Président
Proposition de prêt
République de Colombie
Projet « Ruralité pour la vie »**

Numéro du projet: 2000003906

Cote du document: EB 2024/LOT/P.30/Rev.1

Date: 26 décembre 2024

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: APPROBATION

Mesures à prendre: Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 60.

Questions techniques:

Juan Diego Ruiz

Directeur de pays, Colombie
Division Amérique latine et Caraïbes
courriel: j.ruizcumplido@ifad.org

Marco Camagni

Spécialiste technique supérieur (monde),
institutions rurales
Division production durable, marchés et
institutions
courriel: m.camagni@ifad.org

Table des matières

Carte de la zone du projet	ii
Résumé du financement	iii
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements à retenir	2
II. Description du projet	2
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	2
B. Composantes, résultats et activités	3
C. Théorie du changement	4
D. Alignement, appropriation et partenariats	5
E. Coût, avantages et financement	5
III. Gestion des risques	9
A. Risques et mesures d'atténuation	9
B. Catégorie environnementale et sociale	9
C. Classement au regard des risques climatiques	9
D. Soutenabilité de la dette	10
IV. Exécution	10
A. Cadre organisationnel	10
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	12
C. Plans d'exécution	12
V. Instruments et pouvoirs juridiques	13
VI. Recommandation	13

Appendices

- I. Negotiated financing agreement
- II. Logical framework
- III. Integrated project risk matrix

Équipe d'exécution du projet

Directrice régionale:	Rossana Polastri
Directeur de pays:	Juan Diego Ruiz
Responsable technique:	Marco Camagni
Responsable des finances:	Armando Cortez Tellez
Spécialiste climat et environnement:	Maemi Chinen
Juriste:	Ippolito Pucci
Chargée d'appui au programme de pays:	Claudia Wong

Carte de la zone du projet



Les appellations employées et la présentation des données n'expriment aucune position particulière du FIDA quant au tracé des frontières ou limites ni aux autorités concernées.
Carte établie par le FIDA | 13/05/2024

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	République de Colombie
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture et du développement rural
Coût total du projet:	126,343 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	50 millions d'USD
Conditions du prêt du FIDA (Mécanisme d'accès aux ressources empruntées [MARE]):	Ordinaires: délai de remboursement maximal de 20 ans, y compris un différé d'amortissement maximal de 5 ans, avec une échéance moyenne de remboursement de 15 ans, à un taux d'intérêt correspondant au taux de référence du FIDA, y compris une marge variable.
Cofinanceur:	Agence espagnole de la coopération internationale pour le développement
Montant du cofinancement:	37,2 millions d'USD (dont 2,2 millions d'USD sous forme de don)
Conditions du cofinancement:	Délai de remboursement maximal de 20 ans, y compris un différé d'amortissement maximal de 5 ans, avec une échéance moyenne de remboursement de 15 ans, soumis à un taux d'intérêt de 3,5% sans autres frais ou commissions à verser
Contribution de l'emprunteur/du bénéficiaire:	30 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	9,143 millions d'USD
Montant du financement climatique apporté par le FIDA:	22,97 millions d'USD
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. Le présent projet s'inscrit dans la continuité du Projet de renforcement de la capacité entrepreneuriale en milieu rural, mis en œuvre entre 2014 et 2023, et bénéficiera de financements du FIDA et de l'Agence espagnole de la coopération internationale pour le développement (AECID).
2. Le projet est conforme aux objectifs de l'accord de paix de 2016 sur les changements économiques, sociaux, politiques et institutionnels. Il appuie le plan national de développement 2022-2026 intitulé « Colombie, puissance mondiale de la vie » et le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable en Colombie, ainsi que le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP), récemment approuvé, et le cadre de partenariat pays Colombie-Espagne.
3. Le projet suivra une approche du développement rural inclusive et intégrée, en soutenant aussi bien les activités agricoles que non agricoles. Il mettra l'accent sur les systèmes de production résilients et durables, et notamment sur les pratiques agroécologiques.

Aspects particuliers relatifs aux thématiques transversales prioritaires du FIDA

4. Le projet est porteur de transformations en matière de genre, étant donné qu'il vise une participation féminine d'au moins 40% et qu'il s'attaque aux inégalités en mettant l'accent sur les besoins des femmes rurales. Il renforcera leurs compétences socioémotionnelles, techniques, technologiques, entrepreneuriales et professionnelles grâce à des mesures ciblées.
5. La prise en compte des besoins des jeunes est un autre aspect essentiel, avec une participation d'au moins 30% de jeunes, axée sur les compétences socioémotionnelles, les formations entrepreneuriales, des conditions de financement favorables et la participation démocratique via le Pacte de la Colombie avec les jeunes. Le projet collaborera avec l'Alliance des jeunes ruraux de la Colombie, qui bénéficie de l'appui du FIDA.
6. La priorité est donnée aux peuples autochtones (15% de la population cible) et aux personnes handicapées (1% de la population cible), conformément à la Politique actualisée d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones et à la Stratégie du FIDA pour l'inclusion du handicap 2022-2027, au principe du consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause et à la loi 1618 de 2013. Le projet, qui n'est pas axé uniquement sur la nutrition, vise à améliorer la sécurité alimentaire et à promouvoir des stratégies d'adaptation face aux changements climatiques dans les régions arides de Colombie, avec un montant validé de 22,971 millions d'USD au titre du financement de l'adaptation aux changements climatiques.
7. Conformément aux engagements en matière de transversalisation, le projet a été validé comme:
 - incluant un financement climatique;
 - porteur de transformations en matière de genre;
 - axé sur les jeunes;
 - ciblant en priorité les peuples autochtones;
 - ciblant en priorité les personnes handicapées;
 - incluant des activités relatives à la capacité d'adaptation.

Justification de l'intervention du FIDA

8. Cela fait 40 ans que le FIDA travaille en partenariat avec le Gouvernement colombien et la société civile pour réduire la pauvreté et renforcer les organisations rurales. Depuis 1981, le FIDA a approuvé quatre prêts pour un montant total de 186,8 millions d'USD, incluant 74,3 millions d'USD de contributions financières, et plus de 50 dons multipays axés sur les jeunes ruraux, l'inclusion financière et l'action en faveur du climat. L'évaluation de la stratégie et du programme de pays qui a porté sur la période 2008-2022 a mis en lumière les approches novatrices suivies par le FIDA pour lutter contre la pauvreté rurale et soutenir les groupes vulnérables.
9. Le COSOP 2024-2027 va dans le sens du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable en Colombie. Il vise à amplifier les pratiques fructueuses, renforcer les politiques publiques et institutionnaliser les méthodes efficaces en faveur des groupes prioritaires. Le COSOP, qui est aligné sur les politiques du Ministère de l'agriculture et du développement rural (MADR) en matière de développement rural inclusif, met l'accent sur le développement des capacités, la création de revenus et la gestion des avoirs. Il soutient aussi l'accord de paix au moyen d'une réforme rurale intégrée, qui met l'accent sur l'agriculture familiale, l'assistance technique, l'accès au crédit, l'intégration des marchés et l'investissement privé.

B. Enseignements à retenir

10. Depuis 1981, le FIDA a investi environ 124 millions d'USD dans cinq projets menés en Colombie, d'un montant total de 264 millions d'USD. Le COSOP 2024-2027 souligne la nécessité d'améliorer la gestion des savoirs, les partenariats opérationnels et la concertation sur les politiques, en continuant de s'appuyer sur les bons résultats des comités locaux d'évaluation et d'allocation des ressources.
11. Les futures initiatives porteront principalement sur la gestion des risques agricoles, la résilience face aux changements climatiques et la gestion durable des ressources, conformément aux plans de développement et avec la participation des bénéficiaires, notamment dans les zones sortant du conflit. La mise en œuvre reposera dans une large mesure sur les technologies de l'information et de la communication et la participation à divers comités, bien que des difficultés perdurent en matière d'accès financier et de pérennité des organisations. Les jeunes sont encouragés à innover, et les efforts déployés pour autonomiser les femmes grâce à l'augmentation des revenus doivent être renforcés. Le Projet de renforcement de la capacité entrepreneuriale en milieu rural a considérablement amélioré les revenus, l'emploi et le capital social dans les zones ayant été touchées par le conflit.

II. Description du projet

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

12. L'objectif de développement du projet est de renforcer de manière durable et résiliente les capacités de production et de création de revenus des populations rurales vivant dans la pauvreté ou l'extrême pauvreté. En réalisant cet objectif, le projet atteindra son but, qui est de contribuer à réduire la pauvreté rurale et à garantir le droit humain à l'alimentation dans le cadre du processus de paix, la cohésion sociale et le rétablissement de la confiance.
13. **Ciblage géographique.** La méthode utilisée pour définir les priorités du projet repose sur des critères de ciblage territorial fondés sur une liste de municipalités marginalisées établie par le MADR, et comprenant les municipalités productrices de coca, les zones visées par l'appel de l'Agence de développement rural en 2023 (à l'intention des femmes, des jeunes et des victimes), les territoires ethniques, les zones ciblées par les programmes de développement à ancrage local et les zones touchées par l'insécurité alimentaire et les restitutions de terres, entre autres.

En outre, une analyse spatiale multivariée a été réalisée à partir de critères sociaux, climatiques et territoriaux.

14. **Ciblage social.** Les groupes cibles du projet vivent dans des territoires gravement touchés par les changements climatiques et le conflit armé, et participent à l'agriculture paysanne, ethnique, familiale et communautaire (ACEFC). Il s'agit de familles ou de ménages pauvres ou extrêmement pauvres dotés d'un potentiel productif, à savoir: des petits producteurs (paysans et petits exploitants) au sens de la résolution 06 de 2021 applicable, qui reprend à l'article 3 l'article 6 de la loi 2071 de 2020; des communautés autochtones; des communautés noires, afro-colombiennes, raizal et palenquero; des ménages dirigés par une femme; des femmes rurales; des jeunes ruraux; des personnes handicapées; ou des adultes plus âgés résidant de façon permanente dans l'une des municipalités prioritaires. Ces groupes de population spécifiques, qui font l'objet de quotas minimums, peuvent comprendre tant des victimes du conflit armé que des personnes en voie de réinsertion (ex-combattants démobilisés). En vertu du principe de non-exclusion, ces personnes pourront participer au projet pour autant qu'elles répondent aux critères de ciblage social. Sont également inclus les groupes ethniques et paysans concernés par les arrêts T-622 de 2016 et T-302 de 2017, et dont la principale activité productive relève d'un segment des filières agricoles et non agricoles (Département national de la planification, Fiche d'investissement 2023 – N. EJ-AJ-170101-0031).
15. **Portée.** Le projet bénéficiera directement à 60 000 personnes. Ce groupe comprendra: au moins 45% de femmes, au moins 30% de jeunes, au moins 15% de personnes autochtones, au moins 20% de personnes issues de communautés noires, afro-colombiennes, raizal et palenquero, au moins 1% de personnes handicapées et au moins 10% d'adultes plus âgés (à partir de 54 ans pour les femmes et 59 ans pour les hommes). À titre de catégorie transversale, au moins 25% des bénéficiaires seront des victimes du conflit armé, conformément aux engagements de l'accord de paix.
16. Le projet prendra en compte les besoins des jeunes et suivra une approche propre à transformer la dynamique femmes-hommes. Pour cela, le projet prévoit le renforcement des capacités et le développement de compétences entrepreneuriales et professionnelles, ainsi que de compétences socioémotionnelles (compétences de la vie courante), et un appui, une sensibilisation et une plus grande participation à la prise de décisions et aux responsabilités au sein des communautés et des organisations, et la redistribution du travail domestique (accompli par les femmes).

B. Composantes, résultats et activités

17. Le projet « Ruralité pour la vie » comprendra les composantes suivantes:
 - i) composante 1: renforcement des capacités et investissements en faveur d'initiatives rurales agricoles et non agricoles; ii) composante 2: transition vers des services financiers et non financiers durables et novateurs, amélioration des infrastructures productives existantes (à des fins de transformation et de commercialisation) et accès aux marchés; iii) composante 3: gestion de projet, suivi-évaluation et gestion des savoirs et coopération Sud-Sud et triangulaire.
18. **Composante 1: renforcement des capacités et investissements en faveur d'initiatives rurales agricoles et non agricoles.** L'objectif est de renforcer la capacité d'association des différents groupes cibles du projet, les capacités de gestion de leurs organisations, leurs compétences socioémotionnelles et leurs capacités techniques et commerciales, en les aidant à: i) développer des initiatives économiques en milieu rural (agricoles ou non agricoles) qui soient inclusives, durables et résilientes face aux changements climatiques et à la variabilité du climat, avec une approche agroécologique favorisant des solutions fondées sur la nature, et à répondre à la demande des marchés; ou ii) à améliorer leur accès à

des possibilités d'emploi décent (principalement en ce qui concerne les femmes et les jeunes).

19. La composante 1 s'articulera autour des quatre sous-composantes suivantes:
 - 1.1. renforcement des capacités de la population rurale en situation de pauvreté ou d'extrême pauvreté en matière de capacité d'association, d'inclusion sociale, d'associations professionnelles, de production durable et d'adaptation aux changements climatiques; 1.2. renforcement de la cohésion sociale et communautaire pour encourager la participation, la confiance mutuelle et l'action collective; 1.3. conception et exécution participative des plans d'activité relatifs à des initiatives économiques inclusives, durables et résilientes en milieu rural et 1.4. formation professionnelle et insertion professionnelle vers des emplois décents pour les jeunes, les femmes rurales et les personnes handicapées (expérimentation de financements axés sur les résultats).
20. **Composante 2: transition vers des services financiers et non financiers durables, amélioration des infrastructures productives (à des fins de transformation et de commercialisation) et accès aux marchés.** L'objectif est de développer l'offre locale et régionale en matière de services financiers et non financiers durables, différenciés, novateurs et numériques, de nature à appuyer la transformation productive, financière et commerciale et à améliorer les infrastructures afin de faciliter la commercialisation et la transformation des produits.
21. Cette composante s'articulera autour de trois sous-composantes:
 - 2.1. renforcement de la demande, et diversification et innovation concernant l'offre de services financiers, y compris en matière de gestion des risques;
 - 2.2. renforcement de l'offre de services d'assistance technique, notamment par le recours à des talents locaux;
 - 2.3. renforcement de l'accès à des marchés et mécanismes de commercialisation durables et novateurs. Cela inclut l'appui à l'établissement de partenariats public-privé-producteurs et de partenariats avec des acteurs des filières (4Ps), et l'amélioration et la réhabilitation d'infrastructures existantes pour faciliter la commercialisation et l'apport d'une valeur ajoutée (installations de stockage et usines de transformation, par exemple).
22. **Composante 3: gestion de projet, suivi-évaluation, et gestion des savoirs et coopération Sud-Sud et triangulaire.** L'objectif de cette composante est de gérer et suivre efficacement l'exécution du projet pour garantir la réalisation de ses buts et objectifs. Elle vise aussi à produire des données factuelles sur ses résultats et à les diffuser. Elle comprend: i) la planification stratégique et opérationnelle; ii) la gestion financière et administrative, et la passation de marchés et de contrats; iii) le suivi-évaluation; iv) la gestion des savoirs produits par le projet, y compris la documentation des processus et résultats, et sa diffusion dans le cadre de la coopération Sud-Sud et triangulaire. La composante s'articule autour de trois sous-composantes: 3.1. gestion et administration du projet; 3.2. suivi-évaluation (y compris une étude d'impact du projet); 3.3. gestion des connaissances et coopération Sud-Sud et triangulaire.

C. Théorie du changement

23. **Théorie du changement.** Le projet répond au problème des faibles capacités de production et de création de revenus des populations rurales vivant dans la pauvreté ou l'extrême pauvreté dans les zones de Colombie qui sont jugées prioritaires dans le cadre du projet. Dans un contexte de sortie de conflit, qui pose des défis importants du point de vue de l'insécurité, le projet vise à créer de nouvelles possibilités d'amélioration des capacités de génération de revenus grâce à deux axes d'action qui remédient ensemble aux causes identifiées. Le premier vise à renforcer la capacité d'association des groupes cibles, leurs compétences en matière de gestion, leurs compétences socioémotionnelles, et leurs capacités techniques et commerciales pour leur permettre de développer des initiatives

économiques en milieu rural (agricoles ou non agricoles) qui soient inclusives et durables. En outre, compte tenu de la disponibilité limitée d'emplois décents dans les zones rurales, l'établissement de liens vers des possibilités d'emploi, notamment pour les jeunes et les femmes, sera favorisé au moyen d'une expérimentation de financements axés sur les résultats. Le deuxième axe d'action se concentre sur, d'une part, le renforcement de la demande et de l'offre, aux niveaux local et national, de services financiers et non financiers durables, différenciés, novateurs et numériques et, d'autre part, sur l'amélioration de l'accès des producteurs aux marchés grâce à des partenariats et à une commercialisation plus efficaces et à de meilleures infrastructures.

D. Alignement, appropriation et partenariats

24. Le projet va dans le sens de l'accord de paix, en particulier concernant le point 1 de l'Accord de La Havane, en réformant les campagnes colombiennes grâce à l'assistance technique, aux subventions, au crédit, à la génération de revenus, aux marchés et à l'intégration des emplois dans le secteur formel. Il renforce l'entrepreneuriat rural, la capacité d'association, le financement et la gestion des risques, conformément aux plans nationaux en faveur de la génération de revenus et de la commercialisation de la production, en intégrant les populations rurales dans les filières et en favorisant un développement durable.
25. Conformément au plan national de développement 2022-2026, le projet met aussi l'accent sur le droit humain à l'alimentation en renforçant la productivité agricole ainsi que les filières et en garantissant la sécurité alimentaire. Il favorise une production agroécologique durable conforme à la politique nationale en matière d'agroécologie pour améliorer la production, la commercialisation et la consommation de produits agroécologiques, améliorant ainsi l'approvisionnement en produits alimentaires et l'accès à ces produits, et une alimentation saine.
26. Le projet est conforme au COSOP du FIDA pour la période 2024-2027, qui vise à améliorer les moyens d'existence et la résilience des populations rurales grâce à des filières durables. Il va dans le sens de la Stratégie de collaboration du FIDA avec le secteur privé 2019-2024 en développant des filières inclusives et en reproduisant à plus grande échelle des nouvelles technologies destinées aux petits exploitants agricoles, en mettant à profit des partenariats public-privé pour favoriser un développement rural global en Colombie.

E. Coût, avantages et financement

Coût du projet

27. Le coût total du projet s'élève à 126,34 millions d'USD (contribution des bénéficiaires incluse): 64,9% sont alloués à la composante 1, 23,7% à la composante 2 et 11,4% à la composante 3. Le financement du FIDA représente 39,6% de la valeur totale du projet, et il prend la forme d'un prêt d'un montant de 50 millions d'USD. L'AECID devrait fournir 35 millions d'USD sous forme de prêt et 2,2 millions d'USD sous forme de don. Le Gouvernement cofinancera le projet pour un montant total de 30 millions d'USD, et les bénéficiaires contribueront à hauteur de 9,14 millions d'USD (7,2% du montant total du projet). Les dépenses ordinaires s'établissent à 9% du coût total du projet et sont allouées de façon proportionnelle à chaque source de financement – 58% pour le FIDA et 42% pour l'AECID. Le montant du financement climatique apporté par le FIDA est estimé à 22,97 millions d'USD.

Tableau 1
Coût du projet par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante	Emprunteur		Prêt du FIDA (MARE)		Prêt de l'AECID		Don de l'AECID		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Renforcement des capacités et investissement en faveur d'initiatives rurales agricoles et non agricoles	30 000	36,6	25 418	31,0	18 925	23,1	-	-	7 637	9,3	81 979	64,9
2. Transition vers des services financiers et non financiers durables et novateurs, amélioration des infrastructures productives existantes et accès aux marchés	0	-	17 204	57,4	11 268	37,6	-	-	1 506	5,0	29 978	23,7
3. Gestion de projet, suivi-évaluation, gestion des savoirs et coopération Sud-Sud et triangulaire	-	-	7 378	51,3	4 807	33,4	2 200	15,3	-	-	14 386	11,4
Total	30 000	23,7	50 000	39,6	35 000	27,7	2 200	1,7	9 143	7,2	126 343	100,0

Tableau 2
Coût du projet par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

	Emprunteur		Prêt du FIDA (MARE)		Prêt de l'AECID		Don de l'AECID		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Dépenses d'investissement												
A. Assistance technique et formation	-	-	9 763	51,3	7 055	37,1	2 200	11,6	-	-	19 018	15,1
B. Prêts et dons	30 000	32,8	29 251	32,0	23 138	25,3	-	-	9 143	10,0	91 532	72,4
C. Équipement et matériel	-	-	2 558	98,3	46	1,7	-	-	-	-	2 603	2,1
D. Prêts axés sur les résultats*	-	-	1 850	100,0	-	-	-	-	-	-	1 850	1,5
Total des dépenses d'investissement	30 000	26,1	43 423	37,8	30 238	26,3	2 200	1,9	9 143	8,0	115 003	91,0
II. Dépenses ordinaires												
A. Salaires et dépenses de fonctionnement	-	-	6 577	58,0	4 762	42,0	-	-	-	-	11 339	9,0
Total des dépenses ordinaires	-	-	6 577	58,0	4 762	42,0	-	-	-	-	11 339	9,0
Total	30 000	23,7	50 000	39,6	35 000	27,7	2 200	1,7	9 143	7,2	126 343	100,0

* Actuellement, les prêts axés sur les résultats ne sont pas traités comme une catégorie distincte dans Flexcube; ils ont leurs propres indicateurs de décaissement (voir tableau 4) et sont inclus dans ce tableau à des fins de comparaison.

Tableau 3
Cout du projet par composante et par année du projet
(en milliers d'USD)

	<i>Total incluant les provisions pour imprévus</i>						
	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Total
1. Renforcement des capacités et investissement en faveur d'initiatives rurales agricoles et non agricoles	13 409	28 501	28 381	11 017	518	154	81 979
2. Transition vers des services financiers et non financiers durables et novateurs, amélioration des infrastructures productives existantes et accès aux marchés	-	4 599	9 867	9 592	5 900	20	29 978
3. Gestion de projet, suivi-évaluation, gestion des savoirs et coopération Sud-Sud et triangulaire	1 824	2 114	2 314	2 714	2 614	2 806	14 386
Total	15 233	35 213	40 562	23 323	9 032	2 980	126 343

Tableau 4
Prêts axés sur les résultats

Indicateur	USD par personne	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Cible totale (nb de personnes)
Formation-insertion visant à identifier les possibilités d'emploi	125	400	600	700	300			2 000
Insertion professionnelle effective	750		100	200	300	400		1 000
Maintien dans l'emploi avec un contrat valable d'une durée minimale de trois (3) mois consécutifs	1 000			200	200	300		700
Maintien dans l'emploi avec un contrat valable d'une durée minimale de six (6) mois consécutifs	500				100	100	100	300
								Montant total
Montants à décaisser, par an (en milliers d'USD)	50	150	438	513	650	50		1 850

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

28. Le projet sera financé par quatre sources: le FIDA, l'AECID, le Gouvernement et les bénéficiaires. Le FIDA fournira 39,6% du financement total, soit 50 millions d'USD, et couvrira ainsi 31% de la composante 1, 57,4% de la composante 2 et 51,3% de la composante 3 (gestion). L'AECID apportera 35 millions d'USD sous forme de prêt (27,7%), ainsi que 2,2 millions d'USD sous forme de don (1,7%) en faveur de la gestion des savoirs. Le Gouvernement allouera 30 millions d'USD à la composante 1 (36,6%) pour financer les plans d'activité relatifs aux communautés autochtones, aux populations noires, afro-colombiennes, raizal et palenquero et aux femmes rurales. Les bénéficiaires apporteront une contribution à hauteur de 7,2% du coût total du projet, qui couvrira le financement de contrepartie pour les plans d'activité des organisations de producteurs (9,3% de la composante 1) et les investissements dans les améliorations des infrastructures pour la transformation, la commercialisation et la connectivité numérique (5% de la composante 2).
29. Le FIDA et l'AECID verseront des contributions monétaires, tandis que le Gouvernement financera les plans d'activité à l'aide d'instruments financiers existants. Les bénéficiaires pourront contribuer en espèces ou en nature, en fonction de leur statut socioéconomique. Le cofinancement sera réparti comme suit:

la composante 1 sera financée par le FIDA et l'AECID pour l'assistance technique et la conception des plans d'activité; la composante 2 sera cofinancée à 50% pour la formation spécialisée et à 50% pour les partenariats public-privé; et s'agissant de la composante 3, le FIDA et l'AECID cofinanceront l'opérateur externe et l'assurance du personnel.

Décaissement

- 30. L'emprunteur, par l'intermédiaire du Ministère des finances et du crédit public (MHCP), gérera trois comptes en dollar des États-Unis dans le compte unique du Trésor pour recevoir les fonds provenant du FIDA, de l'AECID et du don de l'AECID, respectivement, jusqu'à la clôture du projet. Les décaissements seront conformes à la lettre de présentation des modalités de gestion financière et de contrôle financier du projet du FIDA, modifiée pour tenir compte des exigences juridiques de l'AECID. Le MADR, par l'intermédiaire de l'unité de gestion du projet, planifiera les décaissements trimestriels en fonction du plan opérationnel annuel approuvé pour les deux trimestres suivants.
- 31. S'agissant des financements axés sur les résultats, les décaissements commenceront après que le MADR ou un co-responsable de l'exécution comme le Service national de l'apprentissage aura demandé une vérification de la cible auprès d'un vérificateur indépendant comme le Département national de la planification. Le FIDA décaissera les fonds après une vérification ayant donné satisfaction, et les demandes approuvées par le MHCP seront transmises par le biais de rapports financiers intermédiaires sur le Portail clients du FIDA. Bien que les décaissements ne nécessitent pas de justificatifs de dépenses, ces pièces justificatives sont conservées à des fins de contrôle. Les conditions de décaissement sont précisées dans les accords de financement signés avec le FIDA et l'Espagne.

Résumé des avantages et analyse économique

- 32. Le projet met l'accent sur le développement durable, la création de valeur ajoutée et la diversification de la production au bénéfice des agriculteurs familiaux colombiens, ce qui est crucial pour la croissance économique et la lutte contre les inégalités structurelles. Il vise à accroître les revenus des organisations de producteurs, créer des emplois et améliorer les résultats obtenus concernant l'environnement et les bénéficiaires.
- 33. Les améliorations en matière de productivité, de technologie et de commercialisation seront évaluées à l'aide d'indicateurs tels que la marge brute, le revenu familial net, le taux de rentabilité financière interne et la valeur actuelle nette financière sur une période de 10 ans, avec des avantages prévus importants, notamment un taux de rentabilité financière interne compris entre 28% et 51%. Environ 40 750 ménages devraient bénéficier des plans d'activité, formations et améliorations environnementales découlant du projet. Les évaluations économiques font apparaître un taux de rentabilité économique interne de 27,2%, une valeur actuelle nette économique de 561,858 millions de pesos colombiens (COP), et un rapport bénéfices/coûts de 4,6, mettant en évidence la viabilité du projet et son potentiel d'amélioration de la qualité de la vie rurale grâce à un accès facilité à la terre et à des services de soutien.

Stratégie de retrait et durabilité

- 34. Cette stratégie visera à encourager les initiatives économiques et les organisations soutenues à devenir autonomes après la fin du projet (démarche de pérennisation du programme); et à faire en sorte que le modèle d'intervention, les pratiques, les approches, les populations cibles et les lieux d'intervention soient repris par des entités gouvernementales ou non gouvernementales, notamment par le MADR, à des fins de reproduction à plus grande échelle sur d'autres territoires et pour d'autres populations (démarche d'institutionnalisation, de reproduction à plus grande échelle et d'innovation).

III.Gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

35. Les principaux risques contextuels et macroéconomiques sont détaillés dans la matrice intégrée des risques de projet, à l'appendice III, et incluent: i) les questions de fragilité et de sécurité liées au conflit armé, les menaces et la violence à l'égard des dirigeants d'organisations sociales, qui peuvent avoir une incidence sur l'exécution du projet. Pour faire face à ces questions, l'équipe du projet consultera les autorités nationales, régionales et municipales avant d'entrer dans certaines zones; ii) la vulnérabilité face à l'environnement et aux conditions climatiques, tels que les phénomènes météorologiques extrêmes comme les incendies ou les glissements de terrain; des mesures liées à la gestion de ces risques sont présentées dans la matrice du cadre de gestion environnementale, sociale et climatique. Les risques en matière de gestion financière sont jugés importants.

Tableau 5
Synthèse des risques

Aspect du risque	Niveau de risque inhérent	Évaluation du risque résiduel
Contexte national	Élevé	Élevé
Stratégies et politiques sectorielles	Faible	Faible
Contexte environnemental et climatique	Substantiel	Substantiel
Portée du projet	Faible	Faible
Capacités institutionnelles d'exécution et viabilité	Faible	Faible
Gestion financière	Substantiel	Substantiel
Passation des marchés	Modéré	Modéré
Impact environnemental, social et climatique	Modéré	Modéré
Parties prenantes	Modéré	Modéré
Risque global	Modéré	Modéré

B. Catégorie environnementale et sociale

36. S'agissant de l'impact environnemental et social, le risque est jugé modéré en raison de risques pour la préservation de la biodiversité, la gestion des ressources naturelles et de problématiques sociales liées aux conditions de travail. Les risques portent notamment sur l'approvisionnement auprès des fournisseurs principaux, l'utilisation d'engrais et d'agents de traitement, les interventions dans des zones où se déroulent des activités illégales d'exploitation minière ou de trafic de stupéfiants, la non-conformité des conditions de travail, le signalement de cas de travail forcé dans certaines filières (par exemple le café ou le cacao) et l'importance des risques pour la sécurité au travail des travailleurs agricoles.

C. Classement au regard des risques climatiques

37. La classification du risque climatique correspond à un risque substantiel en raison de l'exposition à des risques climatiques et de catastrophes naturelles (inondations, glissements de terrain, tempêtes, pénuries d'eau, températures extrêmes et feux de forêt, notamment). Les tendances climatiques font état d'une augmentation des températures et du nombre de phénomènes météorologiques extrêmes. S'il est vrai que le projet ne se traduira pas par une augmentation significative des émissions de gaz à effet de serre, il se consacre essentiellement à des zones exposées à des risques (vallées, régions tropicales et subtropicales, déserts et zones montagneuses, notamment). Les changements climatiques font peser des risques sur l'agriculture, les moyens d'existence et les écosystèmes, à cause de leurs effets sur la productivité, la santé des forêts, la biodiversité et les infrastructures, car ils induisent des pluies variables, des sécheresses, des variations des températures, des ravageurs, des maladies et des phénomènes météorologiques extrêmes.

D. Soutenabilité de la dette

38. D'après la dernière analyse de la soutenabilité de la dette publiée en mai 2024 par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, la dette publique de la Colombie est jugée soutenable avec une probabilité forte et le risque global associé au stress souverain est modéré. L'assainissement des finances publiques, ainsi que l'inflation et l'appréciation du peso, ont fait baisser la dette publique, la faisant passer de 60,1% du PIB en 2022 à un niveau estimé à 52,5% à la fin de 2023. Les besoins bruts de financement ont aussi diminué. Toutefois, des risques associés aux prix des produits de base, aux taux de change et aux écarts entre taux d'intérêt et taux de croissance peuvent poser des défis à la Colombie à moyen terme. La stabilisation de la dette dépend essentiellement de la réalisation des objectifs budgétaires.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

39. Le MCHP est le représentant de l'emprunteur, et le MADR agit en tant qu'organisme chargé de l'exécution du projet, par l'intermédiaire du Vice-Ministère du développement rural et de la Direction des capacités productives et de la génération de revenus. Le MADR mettra en place une unité pour l'exécution des programmes financés par des organisations internationales, qui comprendra l'unité de gestion du projet pour le projet « Ruralité pour la vie ».
40. **Comité de pilotage du projet.** Le MADR mettra en place un comité de pilotage chargé d'orienter l'exécution du projet, composé de représentants des institutions directement liées au projet et de représentants éminents de la société civile inclus dans le groupe cible. La composition et les fonctions du comité seront précisées dans le manuel d'exécution du projet.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

41. **Gestion financière.** L'unité de gestion du projet est responsable de la gestion financière, de la planification et de la coordination du projet. Ses principales fonctions sont les suivantes: i) garantir la marge de manœuvre budgétaire requise pour l'exécution du projet par le MCHP, qui couvre à la fois les fonds externes (FIDA et AECID) et les contributions de l'État; ii) mettre en place et superviser des processus administratifs, comptables et financiers conformément aux exigences du FIDA et de l'AECID; iii) superviser les processus relatifs à la passation de contrats, aux paiements et aux transferts de l'opérateur fiduciaire; iv) consolider et coordonner la transmission des états financiers et des rapports au FIDA et à l'AECID; v) garantir la transmission dans les délais prévus des rapports d'audit financier au FIDA et à l'AECID.
42. **Budget.** Tous les financements seront inclus dans les budgets des pouvoirs publics au niveau central. Le système de comptabilité et de paiement de l'Etat (Système intégré d'information financière, SIIF), sera utilisé. En outre, les budgets seront à l'avenir préparés sur plusieurs exercices (*vigencias*).
43. **Contrôles internes.** Le bureau de contrôle interne du MADR est placé sous l'autorité directe du Cabinet de la Présidence de la République. Les enquêtes menées par le bureau de contrôle interne sont de bonne qualité et sont publiées sur sa page Web.
44. **Système comptable.** Les normes comptables sont en partie alignées sur les normes internationales; ainsi, le projet est tenu d'utiliser la méthode de comptabilité de caisse des Normes comptables internationales du secteur public. Le SIIF est un système sûr et fiable, et les autorités locales ont confirmé sa conformité aux exigences du FIDA. En outre, le recours à un logiciel financier externe n'est pas autorisé dans le cadre du projet.

45. **Audits externes.** Le Contrôleur général de l'État a les capacités et a manifesté son intérêt pour la conduite des audits. Toutefois, en l'absence de confirmation officielle à ce jour, le recrutement d'un auditeur privé reste possible, ce qui ne pose pas de problème étant donné que les auditeurs privés ont aussi de grandes capacités.
46. **La gestion financière** du projet sera intégrée aux systèmes nationaux, notamment en ce qui concerne: i) l'intégration des budgets annuels et pluriannuels aux budgets nationaux; ii) les décaissements par le biais du compte unique du Trésor; iii) la surveillance des procédures de contrôle interne du MADR; iv) les audits externes annuels réalisés par le Contrôleur général; v) l'utilisation du système national SIIF par l'unité de gestion du projet pour enregistrer les reçus et les paiements, conformément aux normes comptables internationales relatives aux flux de trésorerie.
47. **Politique de lutte contre la corruption.** La Politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations doit être appliquée à toutes les activités menées dans le cadre du projet et incluse dans les manuels et contrats relatifs à la mise en œuvre des différentes composantes prévues par le projet. Le MADR dispose d'un code de déontologie et d'un plan de lutte contre la corruption mis à jour chaque année.
48. **La passation des marchés** de biens, de travaux et de services financés au titre du projet sera conforme aux Directives du FIDA pour la passation des marchés relatifs aux projets et au Manuel de passation des marchés du FIDA, comme précisé à l'article 13, paragraphe 4 de la Loi 80 du statut général de la Colombie pour la passation de contrats avec l'administration publique. La passation des marchés relatifs au projet devra non seulement être conforme à la lettre du FIDA sur les modalités relatives à la passation de marchés, au manuel d'exécution du projet et aux plans de passation des marchés initiaux et ultérieurs, mais elle devra aussi suivre les Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC) du FIDA et faire respecter les politiques du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption et de lutte contre le harcèlement sexuel et les atteintes sexuelles. Ces cadres assurent la conformité au droit et aux normes déontologiques tout au long du cycle de vie du projet.

Participation et retours d'information du groupe cible, et mécanisme de réponse aux doléances

49. Le projet est doté de mécanismes de consultation des parties prenantes et de retours d'information afin de garantir que les services répondent de manière transparente aux besoins des groupes cibles. L'unité de gestion du projet actualisera le plan relatif à la mobilisation des parties prenantes pour améliorer la diffusion de l'information et les retours d'information. Il s'agira de fournir régulièrement des informations actualisées par le biais de rapports, vidéos et plateformes numériques, et de recueillir des observations pour ajuster les stratégies et gérer les risques. Le personnel de l'unité de gestion du projet sera par ailleurs formé aux principes des PESEC, et il mettra l'accent sur le consentement préalable, libre et éclairé et sur des approches participatives pour assurer un suivi-évaluation efficace et s'acquitter de l'obligation de rendre compte.

Mécanisme de réponse aux doléances

50. Le projet a mis en place des mécanismes de consultation des parties prenantes et de retour d'information pour garantir une prestation de services transparente. L'unité de gestion du projet actualisera régulièrement le plan relatif à la mobilisation des parties prenantes, et échangera avec divers groupes dans le cadre de réunions, d'ateliers et de visites. Des informations actualisées et des retours d'information seront fournis par le biais de rapports, vidéos et plateformes numériques afin d'ajuster les stratégies et de gérer les risques. En outre, le personnel de l'unité de gestion du projet sera formé aux principes des PESEC, et il mettra l'accent sur le consentement préalable, libre et éclairé et sur des approches

participatives pour assurer un suivi-évaluation efficace et s'acquitter de l'obligation de rendre compte.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication

51. Le projet se déroulera conformément à un plan pluriannuel, sur la base d'une théorie du changement et d'un cadre logique, avec des plans de travail et budgets annuels adaptés à des objectifs semestriels et annuels. Au cours des quatre premiers mois, un système de suivi-évaluation détaillé sera mis en place et intégré au manuel d'exécution du projet. Il comportera trois composantes: i) le suivi, avec un cadre de résultats, des indicateurs, des outils de collecte de données et un système d'information; ii) l'évaluation, avec des études de référence, des évaluations à mi-parcours et des études d'impact; iii) la gestion des risques sociaux, environnementaux et climatiques.
52. En outre, un plan de gestion des savoirs et de communication appuiera le système de suivi-évaluation, consignant et diffusant les meilleures pratiques et les enseignements tirés par le biais de séminaires, de webinaires et de plateformes numériques. Ce plan facilitera aussi la coopération Sud-Sud et triangulaire afin de partager des pratiques et d'améliorer les politiques régionales.

Innovations et reproduction à plus grande échelle

53. Le projet introduit AgroWeb3, élaboré en collaboration avec le laboratoire d'innovation de la Banque interaméricaine de développement à l'aide de la plateforme LACChain, pour promouvoir l'inclusion financière et l'intégration au marché des petits exploitants et des communautés autochtones grâce à des porte-monnaie électroniques et à la technologie de la chaîne de blocs. Cette innovation associe 63 partenaires, notamment la Banque mondiale et l'Association internationale des applications de blockchain de confiance, et elle s'inscrit dans le cadre du Défi de l'innovation relatif à l'intelligence artificielle au service de la résilience climatique dans les zones rurales, dirigé par le FIDA et la Banque asiatique de développement, pour élaborer des solutions d'adaptation aux changements climatiques fondées sur l'intelligence artificielle avec le soutien d'entités comme le CGIAR, le laboratoire d'innovation de la Banque interaméricaine de développement et l'accélérateur d'innovation du Programme alimentaire mondial.
54. La stratégie de reproduction à plus grande échelle se concentre sur l'expansion géographique et fonctionnelle. Sur le plan géographique, elle vise à établir des partenariats pour la croissance territoriale avec des parties prenantes comme les organismes publics, l'AECID et la Banque interaméricaine de développement. Sur le plan fonctionnel, elle cherche à intégrer des pratiques telles que les comités locaux d'évaluation et d'affectation des ressources dans les processus nationaux afin de reproduire les modèles qui ont fait leurs preuves.

C. Plans d'exécution

Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

55. Avant et après la signature de l'accord de financement, le MHCP et le MADR confirmeront les allocations budgétaires pour le démarrage et l'exécution du projet. Les principales activités de préparation sont les suivantes: i) recrutement du responsable de l'unité de gestion du projet, du spécialiste des questions administratives et financières et du responsable du suivi-évaluation; ii) actualisation et obtention de l'approbation du FIDA et de l'AECID concernant le plan de travail et budget annuel, le plan de passations des marchés et des contrats, et le manuel d'exécution du projet; iii) équipement du siège du projet; iv) organisation d'un atelier de lancement. Les systèmes de comptabilité et de suivi doivent être mis en place au cours des 12 premiers mois, une comptabilité effective étant requise pour effectuer les décaissements.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

56. L'unité de gestion du projet pourrait avoir besoin d'un appui direct pour rédiger les documents initiaux et mettre en place les flux de travail. Le FIDA supervisera le projet, réalisant au moins une mission d'appui à la mise en œuvre et une mission de supervision chaque année, avec la participation de l'AECID. Une évaluation à mi-parcours sera effectué à la fin de la troisième année. À l'achèvement du projet, le FIDA réalisera une mission d'achèvement et préparera le rapport d'achèvement de projet, sur la base du rapport de clôture établi par l'unité de gestion du projet.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

57. L'octroi à l'emprunteur/bénéficiaire du financement proposé est régi par un accord de financement entre la République de Colombie et le FIDA. Une copie de l'accord de financement négocié sera transmise aux représentants au Conseil d'administration au moins cinq jours ouvrables avant l'expiration du délai de 21 jours à compter de la transmission du rapport du Président et du document de conception du projet auxdits représentants.
58. La République de Colombie est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
59. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA, et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

60. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé par la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République de Colombie un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de cinquante millions de dollars des États-Unis (50 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Alvaro Lario

Convenio de financiación negociado

“Ruralidad para la Vida”

(Negociaciones concluidas el 04 de diciembre 2024)

Número del Préstamo: [insertar número]

Nombre del Proyecto: *Ruralidad para la Vida* (el “Proyecto”)

La República de Colombia (el “Prestatario”)

y

El Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (el “Fondo” o el “FIDA”)

(cada uno de ellos por separado la “Parte” y los dos colectivamente las “Partes”)

PREÁMBULO

CONSIDERANDO que el Prestatario ha solicitado al Fondo financiar el Proyecto y el Fondo acepta proporcionar un préstamo para apoyar en la financiación del mismo.

CONSIDERANDO que la Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AECID), mediante el Instituto de Crédito Oficial (“ICO”) ha demostrado interés por cofinanciar el Proyecto. El Prestatario gestionará ante ICO recursos hasta un monto de treinta y siete millones y dos cientos mil dólares de los Estados Unidos de América (USD 37,200,000.00) a través de un acuerdo de cofinanciación entre el Prestatario e ICO (“Acuerdo de Cofinanciación”), monto que incluye un préstamo y una donación.

El Prestatario se ha comprometido a proporcionar el apoyo adicional, financiero o en especie, que pueda ser necesario para el Proyecto

El FIDA acuerda conceder un préstamo y

Por lo tanto, las Partes acuerdan además lo siguiente:

Sección A

1. Los siguientes documentos en su conjunto conforman colectivamente este Convenio: el presente documento, la Descripción y las Disposiciones de ejecución del Proyecto (Anexo 1), el Cuadro de asignaciones (Anexo 2), Compromisos Especiales (Anexo 3) y las *Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola* de fecha 29 de abril de 2009 y modificadas en diciembre de 2022 (las “Condiciones Generales”).

2. Las Condiciones Generales y en sus sucesivas versiones enmendadas y cualquiera de las disposiciones en ellas contempladas serán aplicables al presente Convenio, salvo que se indique lo contrario. A los efectos del presente Convenio, los términos definidos en las Condiciones Generales tendrán el significado en ellas indicado.

3. A raíz del presente convenio el Fondo proporcionará al Prestatario un préstamo (la “Financiación” o el “Préstamo”), que éste utilizará para ejecutar el Proyecto de conformidad con los términos y condiciones del presente Convenio.

Sección B

1. La Financiación estará compuesta por un préstamo de cincuenta millones de dólares estadounidenses (USD 50.000.000,00).
2. El Préstamo se concede en condiciones ordinarias y estará sujeto a intereses sobre el monto principal pendiente del Préstamo a una tasa igual a la Tasa de Interés de Referencia del FIDA, incluido un diferencial variable, pagaderos semestralmente en la Moneda de Pago del Servicio del Préstamo, y tendrá un periodo de vencimiento de 15 años, incluido un periodo de gracia de 5 años, a partir de la fecha en que el Fondo haya determinado que se han cumplido todas las condiciones previas para el retiro de fondos.
3. La Moneda de Pago del Servicio del Préstamo será el dólar de los Estados Unidos de América.
4. El primer día del ejercicio fiscal aplicable será del 1º de enero al 31 de diciembre de cada año. El Ejercicio Financiero corresponde al año fiscal del Prestatario.
5. Los pagos del capital y los intereses/cargos por servicio del Préstamo serán pagaderos cada 15 de marzo y 15 de septiembre.
6. Habrá una Cuenta Designada en dólares de los Estados Unidos de América, para uso exclusivo del Proyecto abierta en el Banco de la República del Prestatario. El Prestatario informará al Fondo aquellos funcionarios autorizados a manejar la Cuenta Designada.
7. El Prestatario proporcionará financiación de contrapartida para el Proyecto por un importe de treinta millones (USD 30.000.000,00) en forma de efectivo y aportes en especie.

Sección C

1. El Organismo Responsable del Proyecto es el Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural (MADR), dentro del ámbito de su Viceministerio de Desarrollo Rural, o quién haga sus veces.
2. Se llevará a cabo la Revisión de Medio Término como se especifica en la Sección 8.03 b) y c) de las Condiciones Generales, pudiendo las Partes acordar otra fecha para llevar a cabo la Revisión de Medio Término de la ejecución del Proyecto.
3. La Fecha de Terminación del Proyecto será el sexto aniversario de la fecha de entrada en vigor del presente Convenio y la Fecha de cierre del financiamiento será 6 meses después, o cualquier otra fecha que el Fondo pueda designar mediante notificación al Prestatario.
4. La adquisición de bienes, obras y servicios financiados por la Financiación se realizará de conformidad con los métodos de adquisición y cualquier otra medida identificada por el FIDA.

Sección D

1. El Fondo administrará el Préstamo y supervisará el Proyecto.
2. En todo asunto relacionado a la Financiación y al Proyecto el Prestatario aplicará a FIDA, sus propiedades, fondos, bienes, funcionarios, expertos en misión u otras personas

que prestan servicios en nombre de ello las disposiciones del Convenio entre el Prestatario y el FIDA con fecha de 22 noviembre de 2007.

Sección E

1. Se designan como motivos adicionales de suspensión de la Financiación:
 - a) Cualquiera de las disposiciones del Manual de Operación del Proyecto (MOP) haya sido objeto de cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda u otra modificación, sin el acuerdo previo de las Partes, y el FIDA haya determinado, previa consulta con el Prestatario, que tal cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda o modificación haya tenido consecuencias adversas sustanciales para el Proyecto.
 - b) El Acuerdo de Cofinanciación no haya sido negociado dentro de los 180 días siguientes a la fecha de entrada en vigor de este Convenio, o que fondos sustitutivos no estén disponibles para el Prestatario.
 - c) El derecho del Prestatario a efectuar retiros de fondos bajo el Acuerdo de Cofinanciación u otra fuente de cofinanciamiento haya sido suspendido, cancelado o terminado, en todo o en parte, o el Préstamo de AECID/ICO haya vencido o sea pagadero antes del vencimiento acordado; o se haya producido cualquier acontecimiento que, con aviso o el paso del tiempo, podría dar lugar a cualquiera de los casos anteriores.
2. Se designa el siguiente motivo adicional para la cancelación de la Financiación:
 - a) En caso de que, después del primer desembolso, el Prestatario no haya solicitado un desembolso de la Financiación durante un período de 12 meses sin justificación.
3. Las siguientes se designan como condiciones adicionales generales que preceden a la retirada de los fondos:
 - a) Que se haya seleccionado y contratado al Coordinador(a) de la Unidad Ejecutora del Proyecto, al Especialista Administrativo(a) Financiero(a) y al Especialista de Adquisiciones.
 - b) Que se haya abierto la cuenta designada en el Banco de la Republica del Prestatario.
 - c) Que el MOP y el Plan Operativo y Presupuesto Anual del Proyecto (POA) cuenten con la no objeción del FIDA.
4. Las siguientes excepciones a la sección 4.02 (a) (Retiros de las Cuentas del Préstamo y/o de la Donación) y a la sección 4.03 (d) (Solicitudes de retiro de fondos o de Compromiso Especial) de las Condiciones Generales son aplicables al subcomponente y categoría financiados con la modalidad de Financiación por Resultados (RBL por sus siglas en inglés):
 - (i) Los desembolsos serán activados por los *Indicadores Vinculados a los Desembolsos* (DLI, por sus siglas en inglés)¹ cuyo cumplimiento haya sido

¹ El DLI significa, con respecto a una categoría dada, el indicador relacionado con dicha categoría que se utilizará para proceder con el desembolso de fondos, como indicado en la tabla Anexo 2b de este Convenio y como más especificado en el MOP y en la carta al prestatario FMFCL.

verificado a satisfacción del FIDA, según los procedimientos reflejados en el FMFCL;

- (ii) El Fondo no exigirá al Prestatario que aporte pruebas que demuestren los gastos incurridos en las actividades para realizar los DLI.

5. El Prestatario designa al Ministerio de Hacienda y Crédito Público como su representante a los efectos de la Sección 15.03 de las Condiciones Generales. Asimismo, el Prestatario designa al MADR como su representante responsable de la ejecución de actividades relacionadas con el Proyecto, incluyendo las adquisiciones y contrataciones y la preparación y presentación de informes.

6. Se indican a continuación a los representantes designados y sus respectivas direcciones que han de utilizarse para cualquier intercambio de comunicaciones relacionados con el presente Convenio:

Por el Prestatario:

Ministro
Ministerio de Hacienda y Crédito Público
Carrera 8^a, nro 6 C 38
Bogotá, D.C.
República de Colombia

Ministro
Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural
Carrera 7^a, n. 32 42
Bogotá, D.C.
República de Colombia

Por el Fondo:

Presidente
Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola
Via Paolo di Dono 44
00142 Roma, Italia

7. En caso de ser aplicable, las Partes aceptan la validez de cualquier firma electrónica utilizada en el presente Acuerdo y reconocen esta como equivalente a una firma manuscrita.

8. El presente Convenio, de fecha[insertar fecha], se ha preparado en idioma español en dos (2) copias originales, una (1) para el Fondo y una (1) para el Prestatario y entrará en vigor en la fecha en que tanto el FIDA como el Prestatario lo hayan firmado, salvo que el Prestatario indique lo contrario al momento de la firma.

PRESTATARIO

[insertar nombre del Representante Autorizado]
[insertar su título]

FONDO INTERNACIONAL PARA EL DESARROLLO AGRÍCOLA

Álvaro Lario
Presidente

Anexo 1

Descripción del Proyecto y disposiciones de ejecución

Descripción del Proyecto

1. *Área del Proyecto.* La metodología de priorización del proyecto se basa en criterios de focalización territorial, partiendo de una lista de municipios excluidos elaborada por el MADR, según la cual se consideran municipios cocaleros, zonas de convocatoria de la ADR en 2023 (mujeres, jóvenes, víctimas), territorios étnicos, zonas PDET y áreas afectadas por inseguridad alimentaria y restitución de tierras, entre otros. Además, se realizó un análisis espacial multivariable considerando criterios sociales (Necesidades Básicas Insatisfechas [NIB] rural), climáticos (riesgo por cambio climático) y territoriales (cuencas hidrográficas).

2. *Población-objetivo y beneficiarios del Proyecto.* Los grupos focalizados por el Proyecto están asentados en territorios de alta afectación climática y por el conflicto armado y forman parte de la Agricultura Campesina, Étnica, Familiar y Comunitaria (ACEFC). Son familias/hogares en condiciones de pobreza y pobreza extrema con potencial productivo, que pueden ser: pequeños productores (campesinos y pequeños agricultores) según la definición contenida en la resolución 06 de 2021 que reglamenta en su artículo tercero, el 6 de la Ley 2071 de 2020; comunidades indígenas; comunidades negras, afrocolombianas, raizales y palenqueras (NARP); familias con jefatura de hogar femenina; mujeres rurales; jóvenes rurales; personas con discapacidad, adultos mayores, que residan de manera permanente en alguno de los municipios priorizados. En estos grupos de población específica, para los cuales se establecen cuotas mínimas de alcance, se pueden encontrar tanto víctimas del conflicto armado como personas en proceso de reincorporación (ex combatientes desmovilizados). Bajo el principio de no exclusión, estas personas podrán participar en el Proyecto siempre y cuando cumplan con los criterios de focalización social. Se incluyen también a los grupos étnicos y campesinos que atienden las sentencias T-622 de 2016 y T- 302 de 2017, cuya actividad productiva principal se ubica en algún eslabón de las cadenas de valor agrícolas y no agrícolas (DNP, Ficha de Inversión 2023 - N. EJ-AJ-170101-0031).

Se priorizará a los productores/as de la ACEFC que se encuentren en condición de pobreza o de vulnerabilidad en conformidad con las categorías establecidas en el *Sistema de Identificación de Potenciales Beneficiarios de Programas Sociales* (SISBEN IV): A (A1-A5) - Pobreza Extrema; B (B1 – B7) (Pobreza moderada) hasta la calificación B4. En el marco de estas categorías se aplicará un criterio de no discriminación, promoviendo la inclusión de personas pertenecientes a las comunidades LGTBQ+ y Rom, bajo el enfoque de no dejar a nadie atrás.

3. *Meta.* El Proyecto beneficiará directamente a aproximadamente **60.000 beneficiarios**. El total de beneficiarios será así conformado: al menos 45% son mujeres, al menos 30% jóvenes (16 - 28 años), al menos 15% Pueblos Indígenas, al menos 20% población NARP, al menos el 1% personas con discapacidad y al menos el 10% serán adultos mayores (54 años para mujeres y 59 para hombres).

4. *Objetivo de desarrollo.* El Objetivo de desarrollo del Proyecto es fortalecer de manera sostenible y resiliente la capacidad productiva y de generación de ingresos de la población rural en condición de pobreza y pobreza extrema. Cumpliendo con este objetivo el Proyecto alcanzará su fin: contribuir a reducir la pobreza rural y asegurar el derecho humano a la alimentación en el marco del proceso de paz, cohesión social y la renovación de confianza.

El Proyecto contribuye al logro de los objetivos del COSOP FIDA 2024-2027 en Colombia: OE1 - Contribuir al fortalecimiento de las capacidades productivas de los hogares más

pobres con acceso limitado a activos productivos y servicios financieros y no financieros, incluyendo tierras, tecnología, riego, asistencia técnica, crédito y seguros agropecuarios. Se espera que el aumento de la productividad y la competitividad conduzcan a cadenas de valor inclusivas más resilientes y reduzca su vulnerabilidad al cambio climático; OE2 - Contribuir al fortalecimiento de entornos normativos propicios para la transformación de las economías rurales y los sistemas alimentarios, haciéndolos más inclusivos, productivos, resilientes y sostenibles. A su vez, el Proyecto se enmarca y contribuye al "*Eje Prioritario 2: Derecho humano a la alimentación, desarrollo rural, ordenamiento territorial y agua*". Por otra parte, el Proyecto forma parte del Marco de Asociación para el Desarrollo entre Colombia y España.

5. **Componentes.** El Proyecto será implementado a través de tres componentes: Componente 1. Desarrollo de capacidades e inversiones para iniciativas rurales agrícolas y no agrícolas.; Componente 2. Transición a servicios financieros y no financieros sostenibles e innovadores; Componente 3. Gestión del Proyecto, Seguimiento y Evaluación y manejo del conocimiento.

5.1 Componente 1. Desarrollo de capacidades e inversiones para iniciativas rurales agropecuarias y no agropecuarias.

Objetivo. El objetivo es fortalecer la asociatividad de los diferentes grupos meta del Proyecto, las capacidades de gestión de sus organizaciones, sus competencias socio emocionales y las capacidades técnicas y comerciales, apoyándolos para el desarrollo de iniciativas económicas rurales (agropecuarias o no agropecuarias) inclusivas, sostenibles, resilientes ante el cambio climático y variabilidad climática, con un enfoque agroecológico que promueva las soluciones basadas en la naturaleza y hacia la demanda de los mercados.

5.2 Componente 2. Transición a servicios financieros y no financieros sostenibles y mejoramiento de la infraestructura productiva (para transformación y comercialización) y del acceso a mercados.

Objetivo. El objetivo es ampliar la oferta local y regional de servicios financieros y no financieros sostenibles, diferenciados, innovadores y digitales que apoyen la transformación productiva, financiera y comercial y la empleabilidad/trabajo decente de los grupos meta. Los resultados esperados en este componente tienen como meta capacitar en alfabetización financiera o en el uso de productos y servicios financieros, o en ambos, a 12 mil personas de las zonas rurales, mejorar el acceso a asistencia técnica de mil seiscientas organizaciones de productores y mejorar las instalaciones de comercialización, elaboración y almacenamiento correspondientes a infraestructuras del tipo centros de acopio y transformación y de los puntos de venta.

5.3 Componente 3. Gestión del proyecto, Seguimiento y Evaluación, Gestión del Conocimiento y Cooperación Sur-Sur y Triangular (CSST).

Objetivo. El objetivo del componente es gestionar, administrar y monitorear de forma eficiente la ejecución del Proyecto para asegurar el logro de sus metas y objetivos, bajo un enfoque basado en resultados. También tiene como objetivo gestionar los conocimientos producidos, generar evidencias de sus resultados y difundirlas. Comprende: i) la planificación estratégica y operativa; ii) la gestión financiera y administrativa, las adquisiciones y contrataciones; iii) el seguimiento y evaluación; y, iv) la gestión de los conocimientos generados por el Proyecto, incluyendo la sistematización de procesos y resultados, y su diseminación a través de acciones de CSST. El componente es estructurado en tres subcomponentes: i) Gestión y administración del Proyecto; ii) Seguimiento y Evaluación (incluyendo una evaluación de medio término y una evaluación final de impacto); y iii) Gestión del Conocimiento y CSST.

Disposiciones de ejecución

6. *Organismo Responsable de la Ejecución del Proyecto.* El Prestatario designa como Organismo Responsable de la Ejecución del Proyecto al MADR.

7. *La Unidad Ejecutora del Proyecto.* El MADR, dentro del ámbito de su Viceministerio de Desarrollo Rural, o quién haga sus veces, establecerá una Unidad Ejecutora del Proyecto (UEP) para coordinar las actividades del Proyecto a nivel nacional. La UEP estará ubicada en Bogotá. La UEP estará integrada por un Coordinador y el personal clave identificado en el MOP.

8. *Comité Directivo del Proyecto.* El MADR establecerá un Comité Directivo del Proyecto (CDP) con el fin de dar orientación a su ejecución integrado por representantes de las instituciones directamente vinculadas con su intervención, así como por representantes líderes de la sociedad civil y pertenecientes al grupo objetivo. La composición y funciones del CDP se detallarán en el MOP.

9. *Manual de Operación del Proyecto (MOP).* La UEP preparará un borrador del MOP que incluirá las modalidades de ejecución de los componentes, la organización del Proyecto, los arreglos de seguimiento y evaluación participativa incluidos los indicadores de resultado anuales, el flujo de fondos que se podrán a disposición de las Partes del Proyecto y de los beneficiarios, los procedimientos de las adquisiciones y contrataciones, los sistemas de contabilidad, gestión y control financiero, los reglamentos de asignación y transferencia de recursos a los beneficiarios y requerimientos de contrapartida, los roles y funciones de los equipos del Proyecto y otros asuntos acordados por las Partes. La adopción del MOP se hará, una vez se cuente con la no objeción del FIDA. Si fuera necesario, la UEP podrá proponer cambios o modificaciones al MOP que se consideren oportunas aplicar durante la implementación y éstas serán remitidas por el MADR al FIDA para su no-objeción.

10. *Misiones de Supervisión y entrega de reportes.* Con el fin de facilitar las interacciones entre el proyecto y los financiadores. Las misiones de supervisión serán coordinadas por el FIDA y AECID, en acuerdo con la UEP.

11. *RBL – Desembolsos basados en Resultados.*

Organismo de verificación independiente: El Organismo Responsable designará un organismo independiente de verificación, con la no objeción del FIDA, de conformidad con los términos de referencia satisfactorios para el FIDA, para verificar los datos y otras pruebas que respalden el logro de uno o más DLI según lo establecido en el cuadro del Anexo 2.

Protocolo de verificación: el Organismo Responsable se asegurará de que el organismo de verificación lleve a cabo la verificación de conformidad con un protocolo detallado de verificación de los DLI aprobado conjuntamente por el Organismo Responsable y el FIDA. Esto se realizará de acuerdo a lo establecido en el MOP.

Anexo 2

Cuadro de asignaciones

1. *Asignación de los recursos del Préstamo.* En el cuadro I que figura a continuación se presentan las Categorías de Gastos Admisibles que se financiarán con cargo al Préstamo y la asignación de los montos de Préstamo a cada categoría, así como los porcentajes de los gastos correspondientes a los rubros que se financiarán en cada categoría.

Tabla Anexo 2a

Categoría	Monto del préstamo asignado (expresado en USD '000)	Porcentaje
I. Asistencia técnica y formación	9,750,000	100% Sin impuestos
II. Préstamos y Subsidios	29,250,000	100% Excluyendo los aportes de los beneficiarios
III. Equipos y Materiales	2,550,000	100% Sin impuestos
IV. Formación - Financiación por resultados (RBL)	1,850,000	*(<u>Ver indicadores DLI para desembolso</u>)
V. Salarios y Costos Operativos	6,600,000	100% para salarios y 100% sin impuestos para costos operativos
Total	50,000,000	

2. El Prestatario podrá retirar los fondos del Préstamo para la categoría en función de los resultados logrados y verificados con respecto a indicadores específicos (DLI). El Prestatario podrá solicitar un avance del desembolso por resultados para un monto no superior al USD 100,000, que será deducido del primer desembolso al respecto del DLI-1. Los procedimientos detallados para la verificación de los resultados y los desembolsos por año serán detallados en la Carta FMFCL.

Tabla Anexo 2b

Categoría- Vinculado a pago por Resultados	Resultados vinculados al desembolso (DLI)	Monto del préstamo (expresado en USD por cada DLI)
II. Formación-RBL	DLI-1 – Número de beneficiarios que culminan la capacitación y formación para el empleo DLI-2 – Número de beneficiarios que logran la colocación laboral efectiva DLI-3 – Número de beneficiarios que logran obtener un contrato laboral valido por mínimo tres meses DLI-4 – Número de beneficiarios que logran obtener un contrato laboral valido por mínimo seis meses.	DLI-1 - 250 000 DLI-2 - 750 000 DLI-3 - 700 000 DLI-4 - 250 000
TOTAL		1 850 000

Definiciones:

Por "Asistencia Técnica y formación" se entienden los gastos relacionados al fortalecimiento de capacidades y formación de los beneficiarios, Identificación y diseño participativo de planes de negocio (PN), Evaluación, Acompañamiento y Seguimiento de los PN.

Por "Formación - RBL" se entiende el monto desembolsable asignado a esta Categoría sobre la base de los DLI logrados por el Prestatario y verificados independientemente.

Por "Transferencias" se entienden fondos transferidos a organizaciones de beneficiarios para la ejecución de planes de negocio y las becas.

Por "Equipos y materiales" se entienden entre otros Equipamiento Informático y material para difusión de resultados y didáctico.

Por "Obras civiles" se entienden gastos de mejora y rehabilitación de infraestructura de bienes públicos para facilitar la comercialización.

Por "Salarios y costos operativos" se entienden los salarios y beneficios del personal de la UEP, los costos necesarios para la gerencia, monitoreo e implementación del proyecto y las cuotas de administración del operador externo.

3. *Gastos de puesta en marcha.* Podrán retirarse fondos de la cuenta del Préstamo para gastos de puesta en marcha por un monto total no superior a USD 400,000 para las categorías del Anexo 2a: I Asistencia Técnica y Formación, IV Equipos y Materiales y V Salarios y Costos Operativos. Dichos gastos deberán ser incurridos entre la fecha de entrada en vigor y la fecha en que se hayan cumplido las condiciones previas para el retiro de fondos. Para ser considerados admisibles, los gastos de puesta en marcha y las categorías de gastos correspondientes deberán contar con la no objeción previa del FIDA.

Anexo 3

Compromisos especiales

I. Disposiciones generales

1. De conformidad con la Sección 12.01(a)(xxiii) de las Condiciones Generales, el Fondo podrá suspender, total o parcialmente, el derecho del Prestatario a solicitar retiros de la Cuenta del Préstamo si el Prestatario ha incumplido cualquiera de los pactos que se indican a continuación, y el Fondo ha determinado que dicho incumplimiento ha tenido, o es probable que tenga, un efecto adverso importante en el Proyecto:
2. En un plazo de 6 meses a partir de la entrada en vigor del Convenio de Financiación, el Prestario, a través del Organismo Responsable, asegurará un software financiero para satisfacer los requisitos del FIDA en términos de reporte.
3. *Planificación, seguimiento y evaluación.* El Prestatario, a través del Organismo Responsable, se asegurará de que (i) se establezca un sistema de planificación, seguimiento y evaluación (PM&E) en un plazo de doce (12) meses a partir de la fecha de entrada en vigor del presente Convenio.
4. *Preocupaciones de los pueblos y comunidades étnicas ("PCE").* El Prestatario, a través del Organismo Responsable, se asegurará de que se tengan debidamente en cuenta las preocupaciones de los PCE al ejecutar el Proyecto y, para ello, se asegurará de que:
 - (a) el Proyecto se lleve a cabo de conformidad con las disposiciones aplicables de la legislación nacional pertinente de los PCE;
 - (b) los PCE estén adecuada y justamente representados en toda la planificación local de las actividades del Proyecto;
 - (c) Los derechos de los PCE sean debidamente respetados;
 - (d) Los PCE, participen en el diálogo político y en la gobernanza local;
 - (e) Se respeten los términos de las Declaraciones, Pactos y/o Convenios ratificados por el Prestatario en la materia;
 - (f) El Proyecto no implique la invasión de los territorios tradicionales utilizados u ocupados por los PCE
5. *Seguridad de la tenencia de la tierra.* El Prestatario, a través del Organismo Responsable, asegurará que la adquisición de tierras ya se ha completado y que los procesos de compensación se ajustaron a los procedimientos del FIDA para la evaluación social, ambiental y climática.
6. *Medidas anticorrupción.* El Prestatario, a través del Organismo Responsable, deberá cumplir con la Política del FIDA en materia de Prevención del Fraude y la Corrupción en sus Actividades y Operaciones, tomando las medidas adecuadas para prevenir, mitigar y combatir las prácticas prohibidas.
7. *Acoso sexual, explotación sexual y abuso.* El Prestatario, a través del Organismo Responsable, y las Partes del Proyecto se asegurarán de que el Proyecto se lleve a cabo de conformidad con las disposiciones de la Política del FIDA sobre prevención y respuesta al acoso sexual, la explotación sexual y el abuso, según se modifique periódicamente.

8. *Uso de los instrumentos del Proyecto y otros equipos.* El Prestatario, a través del Organismo Responsable, se asegurará de que

- (a) todos los instrumentos y otros equipos adquiridos en el marco de los componentes del Proyecto se asignen al MADR para la ejecución del Proyecto;
- (b) los tipos de instrumentos y otros equipos adquiridos en el marco del Proyecto son apropiados para las necesidades del Proyecto; y
- (c) todos los instrumentos y otros equipos transferidos o adquiridos en el marco del Proyecto están dedicados exclusivamente al uso del Proyecto.

9. *Herramienta de seguimiento de contratos en el Portal del Cliente del FIDA (PCI) y herramienta de planificación y seguimiento de las adquisiciones (OPEN).* El Prestatario se asegurará de que se envíe una solicitud al FIDA para acceder a la herramienta de seguimiento de los contratos de adquisición del proyecto en el Portal del Cliente del FIDA (PCI) y a la herramienta de planificación y seguimiento de las adquisiciones (OPEN). El Prestatario se asegurará de que todos los contratos, los memorandos de entendimiento, las órdenes de compra y los pagos correspondientes se registren en la Herramienta de seguimiento de los contratos de adquisición del proyecto en el Portal del Cliente del FIDA (PCI) en relación con la adquisición de bienes, obras, servicios, consultoría, servicios no relacionados con la consultoría, contratos comunitarios, subvenciones y contratos de financiación. El Prestatario garantizará que los datos de los contratos se actualicen trimestralmente durante la ejecución del Proyecto. La planificación de las Adquisiciones, y solicitudes de examen previo y conformidad/sin objeciones se deben procesar a través del Sistema de Adquisiciones denominado End-to-End, OPEN.

10. *El Personal Clave del Proyecto* es: el Coordinador del Proyecto, el Especialista Financiero, el Oficial de Seguimiento y Evaluación, el Oficial de Gestión del Conocimiento, el Especialista de Adquisiciones, el Especialista en Inclusión Social y Género, y el Especialista en Evaluación de Medio Ambiente y Clima. Todo contrato firmado para el Personal Clave del Proyecto deberá cumplir con la normativa laboral nacional o las Normas Internacionales del Trabajo de la OIT (la que sea más estricta) para satisfacer las condiciones de los PESAC actualizados del FIDA. Deberá evitarse la repetición de contratos de corta duración, a menos que se justifique adecuadamente en las circunstancias del Proyecto.

I. Disposiciones PESAC²

1. Durante la estructuración se identificó que el proyecto presenta riesgos sociales, ambientales y climáticos altos o sustanciales. El Prestatario, a través del Organismo Responsable, deberá implementar las medidas y requisitos establecidos en la Evaluación de Impacto Ambiental y Social (EIAS), Marcos de Gestión Ambiental, Social y Climática (MGASC) y/o Planes o Marcos de Acción de Reasentamiento (PAR oMAR). Asimismo, se deberán implementar Planes de Gestión Ambiental, Social y Climática (PGASC) para proyectos de alto riesgo y EIAS abreviadas y/o PAR/MAR abreviados y PGASC para proyectos de riesgo sustancial. Por último, se deberán desarrollar Planes de Consentimiento Libre, Previo e Informado (CLPI), Planes de Implementación CLPI, Planes para Pueblos Indígenas (PPI), Planes de Gestión de Plaguicidas, Planes de Gestión de Recursos Culturales y Planes de Hallazgos Casuales, según corresponda, de conformidad con los requisitos de los PESAC y actualizado(s) periódicamente por el FIDA. Considerando el dinamismo de los riesgos, durante el arranque y la ejecución del proyecto, el Organismo Responsable deberá reevaluar los riesgos ambientales, sociales y climáticos determinados durante la etapa de

² Nuevas disposiciones PESAC para todos los proyectos que pasen la revisión de concepto después del 1 de septiembre de 2021.

estructuración, actualizando las medidas previstas en el EIAS elaborado en dicha etapa. La EIAS será parte integrante del MOP.

2. El Prestatario, a través del Organismo Responsable, no enmendará, variará ni renunciará a ninguna disposición de los PGASC ni del (los) Plan (es) de Gestión, a menos que el Fondo lo acuerde por escrito y si el Prestatario ha cumplido con los mismos requisitos aplicables a la adopción original de los PGASC y el (los) Plan (es) de Gestión.

3. El Organismo Responsable, no deberá, y hará que sus contratistas, subcontratistas y proveedores no comiencen la implementación de ninguna obra, a menos que todas las personas afectadas por el Proyecto hayan sido compensadas y/o reubicadas de acuerdo con el PAR específico/PAR abreviado, CLPI y/o el cronograma acordado de obras y compensaciones.

4. El Organismo Responsable divulgará los borradores y los informes finales de la EIAS y todos los demás planes de gestión pertinentes con las partes interesadas del Proyecto, en un lugar accesible en la zona afectada por el Proyecto, en una forma y un idioma comprensibles para las personas afectadas por el Proyecto y otras partes interesadas. La divulgación tendrá en cuenta cualquier necesidad de información específica de la comunidad (por ejemplo, cultura, discapacidad, alfabetización, movilidad o género).

5. El Organismo Responsable garantizará o hará que la Agencia Implementadora garanticen que todos los documentos de licitación y contratos de bienes, obras y servicios contengan disposiciones que exijan que los contratistas, subcontratistas y proveedores cumplan en todo momento al llevar a cabo el Proyecto con los estándares, medidas y requisitos establecidos en los PESAC Edición 2021, los PGASC y el (los) Plan (es) de Gestión, si los hubiere.

6. Esta sección se aplica a cualquier evento que ocurra en relación con incidentes graves ambientales, sociales, de salud y seguridad (ESHS por su sigla en inglés) (como se define este término a continuación); cuestiones laborales o de poblaciones adyacentes durante la ejecución del Proyecto que, con respecto al Proyecto del FIDA:

- i. tenga un efecto material adverso directo o potencial;
- ii. haya atraído sustancialmente la atención adversa de partes externas o haya dado lugar a publicidad nacional negativa o informes de prensa nacional negativos; o
- iii. dé lugar a responsabilidades materiales potenciales.

En la ocurrencia de tal evento, el Organismo Responsable deberá:

- Notificar al FIDA prontamente;
- Brindar información sobre dichos riesgos, impactos y accidentes;
- Consultar con las partes afectadas por el Proyecto sobre cómo mitigar los riesgos e impactos;
- Llevar a cabo, según corresponda, evaluaciones adicionales y participación de las partes interesadas de acuerdo con los requisitos del PESAC; y
- Ajustar, según corresponda, el mecanismo de reclamación y compensación a nivel de Proyecto de acuerdo con los requisitos del PESAC;
- Proponer cambios, incluidas medidas correctivas al (los) Plan (es) de Gestión (si los hubiera), de conformidad con las conclusiones de dichas evaluaciones y consultas, para su aprobación por el FIDA.

Incidente grave de ESHS significa incidente grave, accidente, queja con respecto a problemas ambientales, sociales (incluidos laborales y comunitarios), de salud y seguridad (ESHS por su sigla en inglés) que ocurren en el préstamo o dentro las actividades del Prestatario. Los incidentes graves de ESHS pueden incluir incidentes de naturaleza (i) ambiental; (ii) ocupacional; o (iii) de salud y seguridad pública; o (iv) social, así como quejas y reclamos materiales dirigidos al Prestatario (por ejemplo cualquier explosión, derrame o accidente laboral que resulte en la muerte, lesiones graves o múltiples o contaminación ambiental material, accidentes de miembros de las comunidades públicas/locales, que resulten en la muerte o lesiones graves o múltiples, acoso sexual y violencia que involucre a la fuerza laboral del Proyecto o en relación con amenazas graves a la salud y seguridad públicas, compensación inadecuada por reasentamiento, alteraciones de los ecosistemas naturales, prácticas discriminatorias en la consulta y participación de las partes interesadas (incluyendo el derecho de los pueblos indígenas al consentimiento libre, previo e informado), cualquier denuncia que requiera la intervención de la policía u otras fuerzas del orden, como la muerte, la violencia sexual o el abuso infantil, que (i) tenga o pueda tener un efecto material adverso; o (ii) haya atraído o sea probable que atraiga una atención adversa sustancial de partes externas o (iii) haya creado atención negativa e informes de prensa/medios de comunicación adversos sustanciales; o (iv) dé o sea probable que dé lugar a potenciales responsabilidades materiales).

7. El Organismo Responsable garantizará o hará que la Agencia Implementadora, los contratistas, subcontratistas y proveedores se aseguren de que los procesos relevantes establecidos en los PESAC Edición 2021 y el (los) Plan (es) de Gestión (si hubiere) sean respetados.

8. Sin limitación a sus otras obligaciones de presentación de informes en virtud de este Convenio, el Organismo Responsable proporcionará al FIDA:

- Informes sobre el estado de cumplimiento de los estándares, medidas y requisitos establecidos en los PESAC Edición 2021, PGASC y el/los Plan(es) de Gestión (si lo hubiera) semestralmente - o con cualquier otra frecuencia que se acuerde con el Fondo;
- Informes de cualquier incidente y/accidente social, ambiental, de salud y seguridad que ocurra durante la etapa de diseño, implementación del Proyecto y proponga medidas correctivas. El Organismo Responsable divulgará la información relevante de dichos informes a las personas afectadas inmediatamente después de la presentación de dichos informes; e
- Informes de cualquier incumplimiento de los estándares, medidas y requisitos establecidos los PESAC Edición 2021 y el (los) Plan (es) de Gestión (si los hubiera) inmediatamente después de tener conocimiento de dicho incumplimiento.

9. En caso de contradicción/conflicto entre el (los) Plan (es) de Gestión, si lo hubiera, y el Convenio de Financiación, prevalecerá el Convenio de Financiación.

Logical framework

Jerarquía de los resultados	Indicadores				Fuente de verificación					
	Nombre	Línea de base	Medio término	Meta final	Fuente	Frecuencia	Responsabilidad			
Alcance Alcance	1 Número de personas que reciben los servicios promovidos o apoyados por el proyecto				Registro sistema SE	Anual	UNC			
	Hombres - Hombres	0	13200	33000						
	Mujeres - Mujeres	0	10800	27000						
	Jóvenes - Jóvenes	0	7200	18000						
	Población indígena Población indígena -	0	3600	9000						
	Número total de personas que reciben servicios Número de - personas	0	24000	60000						
	Persons with disabilities - Número	0	240	600						
	1.b Estimación correspondiente del número total de miembros del hogar									
	Miembros de los hogares - Número de personas	0	73920	184800						
	1.a Número correspondiente de hogares beneficiarios a los que se ha prestado apoyo									
Meta Contribuir a reducir la pobreza de la población rural y asegurar el derecho humano a la alimentación en el marco del proceso de paz, cohesión social y la renovación de confianza	Hogares encabezados por mujeres - Hogares	0	7200	18000	Registro sistema SE	Anual	UNC			
	Hogares - Hogares	0	24000	60000						
	Población rural pobre que incrementa los ingresos en 10% o más									
	Población rural - Número	0	19200	48000						
	Mujeres - Mujeres	0	8640	21600						
	Jóvenes - Jóvenes	0	5760	14400						
	Indígenas - Población indígena	0	2880	7200						
	NARP - Número	0	3840	9600						
	Personas en CD - Número	0	192	480						
	Víctimas del conflicto - Número	0	4800	12000						
Objetivo de desarrollo Fortalecer de manera sostenible y resiliente la	Adultos mayores - Número	0	1920	4800	Encuesta de linea de base, medio término y final	Inicio, Intermedio, Final	UNC			
	Población rural pobre que incrementa su resiliencia									
	Total población rural - Número	0	19200	48000						
	Mujeres - Número	0	8640	21600						
	Jóvenes - Número	0	5760	14400						

capacidad productiva y de generación de ingresos de la población rural en condición de pobreza y pobreza extrema	Indígenas - Número	0	2880	7200			
	NARP - Número	0	3840	9600			
	Personas en CD - Número	0	192	480			
	Víctimas de conflicto - Número	0	4800	12000			
	Adultos mayores - Número	0	1920	4800			
	Hogares que aumentan su seguridad alimentaria				Encuesta de línea de base, medio término y final	Inicio, medio término y final	UNC
	Hogares (número) - Número	0	19200	48000			
	Hogares (%) - Porcentaje (%)	0	32	80			
	Hogares encabezados por mujeres - Número	0	5760	14400			
	Miembros del hogar - Número	0	59136	147840			
	1.2.4 Hogares que señalan haber logrado un aumento en la producción				Encuesta de linea de base, medio término y final	Inicio, Intermedio, Final	UCP
	Miembros del hogar - Número de personas	0	59136	147840			
	Hogares - Porcentaje (%)	0	32	80			
	HogaresHogares -	0	19200	48000			
	SF.2.1 Hogares satisfechos con los servicios apoyados por el proyecto				Encuesta de linea de base, medio término y final	Inicio, Intermedio, Final	UCP
	Miembros de los hogares - Número de personas	0	59136	147840			
	Hogares (%) - Porcentaje (%)	0	32	80			
	Hogares (número) - Hogares	0	19200	48000			
Efecto directo R1. Asociaciones de pequeños productores y comunidades indígenas y NARP mejoran sus capacidades para la gestión exitosa de iniciativas económicas rurales sostenibles, inclusivas y resilientes	Organizaciones* que mejoran su capacidad organizacional.				Indice de capacidades aplicado en inicio y fin de proyecto.	Inicio, medio término y final	UNC
	Organizaciones - Organización	0	720	1800			
	Organizaciones (%) - Porcentaje (%)	0	36	90			
	Organizaciones con mujeres en cargos directivos - Número	0	216	540			
	Total miembros de organizaciones - Número	0	14400	36000			
Producto Organizaciones y otras formas asociativas territoriales	Personas capacita 2.1.2das en actividades generadoras de ingresos o gestión empresarial				Registro del sistema de seguimiento	Anual	UNC
	Hombres - Hombres	0	13200	33000			
	Mujeres - Mujeres	0	10800	27000			
	Población indígenaPoblación indígena -	0	3600	9000			

preseleccionadas y categorizadas para acceder al proyecto de forma diferenciada son capacitadas y mejoran sus capacidades organizacionales y para manejar sus emprendimientos.	Jóvenes - Jóvenes	0	7200	18000	Registro del sistema de seguimiento	Anual	UNC			
	Personas capacitadas en actividades generadoras de ingresos o gestión empresarial - Número de personas	0	24000	60000						
	Persons with disabilities - Número	0	240	600						
	2.1.3 Organizaciones de productores rurales apoyadas									
	Tamaño de las organizaciones de productores - Organización	0	16000	40000						
	Organizaciones de productores rurales apoyadas - Organización	0	800	2000						
	Hombres - Hombres	0	8800	22000						
	Mujeres - Mujeres	0	7200	18000						
	Jóvenes - Jóvenes	0	4800	12000						
	Población indígena - Población indígena	0	2400	6000						
Producto Personas han sido informadas sobre las rutas, normas, requerimientos e instituciones competentes para tener acceso a tierra.	Organizaciones de productores rurales apoyadas encabezadas por mujeres - Organización	0	240	600	Registro del sistema de seguimiento	Anual	UNC			
	Persons with disabilities - Número	0	160	400						
	Miembros de organizaciones que recibieron la información sobre acceso a tierras.									
	Organizaciones - Organización	0	800	2000						
	Organizaciones (%) - Porcentaje (%)	0	40	100						
Efecto directo R2. Las comunidades de los territorios focalizados incrementan su participación democrática, la confianza mutua con el sector público y su cohesión social.	Total de miembros de organizaciones - Número	0	16000	40000	Encuesta de línea de base, medio término y final	Inicio, medio término y final	UNC			
	Organizaciones con mujeres en cargos directivos - Número	0	240	600						
	IE.2.1 Individuos que presentan una mejora de empoderamiento									
	Población indígena - Porcentaje (%)	0	10	25						
	Población indígena - Población indígena	0	900	2250						
	Jóvenes - Porcentaje (%)	0	10	25						
	Jóvenes - Jóvenes	0	1800	4500						
	Número total de personas - Porcentaje (%)	0	10	25						
	Número total de personas - Número de personas	0	6000	15000						
	Mujeres - Porcentaje (%)	0	10	25						
	Mujeres - Mujeres	0	2700	6750						
	Hombres - Porcentaje (%)	0	10	25						
	Hombres - Hombres	0	3300	8250						
	Persons with disabilities - Número	0	60	150						
	Persons with disabilities - Porcentaje (%)	0	10	25						

	Individuos que aumentan su confianza				Encuesta de línea de base, medio término y final	Inicio, medio término y final	UNC
	Hogares (número) - Hogares	0	16800	42000			
	Hogares (%) - Porcentaje (%)	0	28	70			
	Hogares encabezados por mujeres - Número	0	5040	12600			
	Miembros de los hogares - Número	0	51744	129360			
	Individuos que aumentan su participación en diálogos territoriales o instancias de participación.				Encuesta de línea de base, medio término y final	Inicio, medio término y final	UNC
	Hogares (número) - Hogares	0	2400	6000			
	Hogares (%) - Porcentaje (%)	0	4	10			
	Hogares encabezados por mujeres - Número	0	720	1800			
	Miembros de los hogares - Número	0	7392	18480			
	SF.2.2 Hogares que declaran que pueden influir en la toma de decisiones de las autoridades locales y de los proveedores de servicios apoyados por el proyecto				Encuesta de línea de base, medio término y final	Inicio, medio término y final	UNC
	Miembros de los hogares - Número de personas	0	3696	9240			
	Hogares de población indígena - Hogares	0	180	450			
	Hogares encabezados por mujeres - Hogares	0	360	900			
	Hogares (%) - Porcentaje (%)	0	2	5			
	Hogares (número) - Hogares	0	1200	3000			
Producto Organizaciones con planes de acciones transformadoras para promover igualdad adoptados e implementados.	Organizaciones que cuentan con un plan de acción de medidas transformadoras para cerrar brechas de género				Registro del sistema de seguimiento	Anual	UNC
	Organizaciones - Organización	0	288	720			
	Organizaciones (%) - Porcentaje (%)	0	14	36			
	Organizaciones con mujeres en cargos directivos - Número	0	86	216			
	Total de miembros de organizaciones - Número	0	5760	14400			
Producto Redes de intercambio establecidas y operando	Personas que participan en redes de intercambio				Registro del sistema de seguimiento	Anual	UNC
	Total población rural - Número	0	4800	12000			
	Mujeres - Mujeres	0	2160	5400			
	Jóvenes - Jóvenes	0	1440	3600			
	Indígenas - Población indígena	0	720	1800			
	NARP - Número	0	960	2400			
	Personas en CD - Número	0	48	120			
	Víctimas del conflicto - Número	0	1200	3000			
	Adultos mayores - Número	0	480	1200			
	Individuos que han mejorado sus competencias socioemocionales					Anual	UNC

Producto Competencias socioemocionales fortalecidas	Total población rural - Número	0	7200	18000	Registro del sistema de seguimiento					
	Mujeres - Mujeres	0	3240	8100						
	Jóvenes - Jóvenes	0	2160	5400						
	Indígenas - Población indígena	0	1080	2700						
	NARP - Número	0	1440	3600						
	Personas en CD - Número	0	7	180						
	Víctimas del conflicto - Número	0	1800	4500						
	Adultos mayores - Número	0	720	1800						
Efecto directo R3. Mejora de la eficiencia, sostenibilidad y resiliencia ante el cambio y la variabilidad climáticos, de los sistemas de producción (agrícolas y no agrícolas) y para la comercialización.	2.2.2 Empresas rurales apoyadas que declaran que aumentaron sus ganancias				Registro del sistema de seguimiento	Inicio, medio término y final	UNC			
	Número de empresas - Empresas	0	640	1600						
	Porcentaje de empresas - Porcentaje (%)	0	32	80						
	- Granja	0	0	0						
	3.2.2 Hogares que declaran haber adoptado prácticas y tecnologías sostenibles desde el punto de vista ambiental y resilientes al cambio climático				Encuesta de línea de base, medio término y final	Inicio, medio término y final	UNC			
	Miembros de los hogares - Número de personas	0	14400	3600						
	Hogares - Porcentaje (%)	0	24	60						
	Hogares encabezados por mujeres - Hogares	0	4320	10800						
	Hogares - Hogares	0	44352	110880	Encuesta de línea de base, medio término y final	Inicio, medio término y final	UNC			
	3.2.1 Toneladas de emisiones de gases de efecto invernadero (tCO2e) evitadas y/o secuestradas									
	Hectares of land - Superficie (ha)	0	0	0						
	tCO2e/20 años - Número	0	0	-426,6792						
	tCO2e/ha - Número	0	0	0						
	tCO2e/ha/año - Número	0	0	0	Encuesta de línea de base, medio término y final	Inicio, medio término y final	UNC			
	IB 3.2.4: Mejora de la biodiversidad de los ecosistemas									
	Área de biodiversidad intacta en Ha - Número	0	0	18724						
	Capital natural medio por ha en US\$/ha - Número	8242.02	8255.46	8261.22						
	Indicador basado en ecosistemas de 0 o 1 - Número	0	1	1						
Producto Planes de negocio implementados	Organizaciones con planes de negocio formulados y en implementación				Registros del sistema de seguimiento	Anual	UNC			
	Organizaciones (Número) - Organización	0	800	2000						
	Organizaciones (%) - Porcentaje (%)	0	40	100						
	Tamaño total de las OP - Número	0	16000	40000						
	OP rurales con mujeres en cargos directivos - Número	0	240	600						
	Personas que han participado en capacitaciones de buenas prácticas agrícolas.					Anual	UNC			

Producto Población rural pobre capacitada en prácticas agrícolas sostenibles y resilientes y no agrícolas (servicios rurales)	Número total de personas - Número	0	9600	24000	Registro del sistema de seguimiento		
	Mujeres - Mujeres	0	4320	10800			
	Jóvenes - Jóvenes	0	2880	7200			
	Indígenas - Población indígena	0	1440	3600			
	NARP - Número	0	1920	4800			
	Personas en CD - Número	0	96	240			
	Víctimas del conflicto - Número	0	2400	6000			
	Adultos mayores - Número	0	960	2400			
Producto Organizaciones apoyadas para la gestión de los recursos naturales y riesgos del clima	3.1.1 Grupos que reciben apoyo para gestionar de manera sostenible los recursos naturales y los riesgos relacionados con el clima				Registro del sistema de seguimiento	Anual	UCP
	Tamaño de los grupos - Número de personas	0	16000	40000			
	Grupos que reciben apoyo - Grupos	0	800	2000			
	Hombres - Hombres	0	8800	22000			
	Mujeres - Mujeres	0	7200	18000			
	Jóvenes - Jóvenes	0	4800	12000			
Efecto directo R4. Personas pertenecientes a los grupos meta del proyecto han mejorado su empleabilidad.	2.2.1 Personas con nuevos trabajos / oportunidades de empleo						
	Hombres - Hombres	0	1320	3300			
	Mujeres - Mujeres	0	1080	2700			
	Población indígena - Población indígena	0	360	900			
	Jóvenes - Jóvenes	0	720	1800			
	Número total de personas con nuevos trabajos/oportunidades de empleo - Número de personas	0	2400	6000			
Producto Personas formadas para el empleo orientado a las oportunidades de mercado laboral identificadas	Persons with disabilities - Número	0	24	60	Registros del sistema de seguimiento	Anual	UNC
	Personas jóvenes con formación técnica para el emprendimiento y empleabilidad						
	Jóvenes - Jóvenes	0	120	300			
	Mujeres - Mujeres	0	54	135			
Efecto directo R5. La demanda, diversificación e innovación de servicios financieros han sido mejoradas y productores rurales	1.2.5 Hogares que declaran utilizar servicios financieros rurales				Encuesta de línea de base, medio término y final	Inicio, medio término y final	UNC
	Miembros de los hogares - Número de personas	0	7200	18000			
	Hogares(%) Porcentaje -	0	12	30			
	Hogares encabezados por mujeresHogares -	0	2160	5400			
	HogaresHogares -	0	22176	55440			

focalizados han aumentado el acceso a servicios financieros.							
Producto Población rural pobre capacitada en educación financiera	1.1.7 Personas de las zonas rurales capacitadas en alfabetización financiera o en el uso de productos y servicios financieros, o en ambos	Hombres - Hombres	0	2640	6600	Registro de sistema de seguimiento	Anual
		Mujeres - Mujeres	0	2160	5400		UCP
		Jóvenes - Jóvenes	0	1440	3600		
		Población indígena Población indígena -	0	720	1800		
		Personas de las zonas rurales capacitadas en alfabetización financiera o en el uso de productos y servicios financieros, o en ambos - Número de personas	0	4800	12000		
		Persons with disabilities - Número	0	48	120		
Producto IFIs apoyadas en la diversificación de servicios y productos para la población rural.	1.1.6 Proveedores de servicios financieros que reciben apoyo para aplicar estrategias de difusión y ofrecer productos y servicios financieros en las zonas rurales	Proveedores de servicios - Proveedores de servicio	0	4	10	Registro del sistema de seguimiento	Anual
Producto Aumento en el uso de instrumentos de manejo de riesgo.	Porcentaje de organizaciones que acceden a instrumentos financieros para el manejo del riesgo	Ahorro colectivo (fondo de contingencia) - Porcentaje (%)	0	8	20	Registro del sistema de seguimiento	Anual
		Seguros - Porcentaje (%)	0	4	10		UNC
		Fondo de garantías - Porcentaje (%)	0	2	5		
Efecto directo R6. En los territorios focalizados existe mayor oferta de servicios de asistencia técnica por parte de "talentos locales".	Organizaciones de productores que reportan una mejora en el acceso a servicios de asistencia técnica en sus territorios.	Organizaciones (Número) - Organización	0	640	1600	Registros del sistema de seguimiento	Anual
		Organizaciones (%) - Porcentaje (%)	0	32	80		UNC
		OP rurales con mujeres en cargos directivos - Número	0	192	480		
		Tamaño total de las OP - Número	0	12800	32000		
Producto "Talentos locales" con capacidades mejoradas y certificadas	Talentos locales capacitados y/o con habilidades certificadas	Total de talentos locales - Número	0	120	300	Registros del sistema de seguimiento	Anual
		Jóvenes - Jóvenes	0	42	105		UNC
		Población indígena - Población indígena	0	18	45		
		Mujeres - Mujeres	0	54	135		
	2.2.5 Organizaciones de productores rurales que señalan un aumento de las ventas						UNC

Efecto directo R7. Organizaciones rurales mejoran su acceso a los mercados en condiciones adecuadas.	Porcentaje de organizaciones de productores rurales - Porcentaje (%)	0	32	80	Encuesta de línea de base, medio término y final	Inicio, medio término y final	
	Número de organizaciones de productores rurales - Organización	0	640	1600			
	Organizaciones de productores rurales con mujeres en cargos directivos - Organización	0	192	480			
	Organizaciones de productores rurales - agricultura - Organización	0	640	1600			
	Número de miembros de organizaciones de productores - Número	0	12800	32000			
	Miembros mujeres de organizaciones de productores - Número	0	5760	14400			
	Miembros hombres de organizaciones de productores - Número	0	7040	17600			
	Miembros jóvenes de organizaciones de productores - Número	0	3840	9600			
	Población indígena - Miembros de organizaciones de productores - Número	0	1920	4800			
	Personas con discapacidad - Miembros de organizaciones de productores - Número	0	128	320			
	2.2.6 Hogares que declaran tener mejor acceso físico a instalaciones de comercialización, elaboración y almacenamiento						
	Hogares que declaran tener mejor acceso físico a instalaciones de comercialización - Porcentaje (%)	0	20	50			
Producto Productos efectivamente comercializados a través de soluciones digitales	Tamaño de los hogares - Número de personas	0	36960	92400	Registros del sistema de seguimiento	Anual	UNC
	Jóvenes - Número	0	12000	30000			
	Hogares encabezados por mujeres - Hogares	0	3600	9000			
	Hogares que declaran tener mejor acceso físico a instalaciones de comercialización - Hogares	0	12000	30000			
	Organizaciones de productores que comercializaron productos a través de soluciones digitales						
Producto Alianzas 4P Operativas	Organizaciones (Número) - Organización	0	240	600	Registros del sistema de seguimiento	Anual	UNC
	Organizaciones (%) - Porcentaje (%)	0	12	30			
	Tamaño total de las OP - Número	0	4800	12000			
	OP rurales con mujeres en cargos directivos - Número	0	72	180			
Producto Infraestructura de	Número de organizaciones que suscribieron una alianza 4P.				Registros del sistema de seguimiento	Anual	UNC
	Organizaciones (Número) - Organización	0	40	100			
	Organizaciones (%) - Porcentaje (%)	0	2	5			
	Tamaño total de las OP - Número	0	800	2000			
	OP rurales con mujeres en cargos directivos - Número	0	12	30			
	2.1.6 Instalaciones de comercialización, elaboración y almacenamiento construidas o rehabilitadas						
	Número total de instalaciones - Instalaciones	0	25	60			

mercado y transformación rehabilitada, operativa y resiliente ante el cambio climático.	Instalaciones de comercialización construidas o rehabilitadas - Instalaciones	0	10	24			
	Instalaciones de elaboración construidas o rehabilitadas - Instalaciones	0	5	12			
	Instalaciones de almacenamiento construidas o rehabilitadas - Instalaciones	0	10	24			
Producto Productos de conocimiento pertinentes creados y divulgados	Política 1 Número de productos de conocimiento pertinentes para las políticas concluidos Número - Productos de conocimiento	0	4	10	Registros del sistema de seguimiento	Anual	UNC
Producto Intercambios Sur-Sur realizados	Número de intercambios Sur-Sur realizados (presenciales o virtuales) Número de intercambios Sur-Sur realizados (presenciales o virtuales) - Número	0	4	10	Registros del sistema de seguimiento	Anual	UNC

Integrated project risk matrix

Contexto nacional	Sustancial	Sustancial
Fragility and Security	Alto	Alto
<p>Riesgo: El resurgimiento del conflicto armado, las amenazas y asesinatos a líderes sociales y las manifestaciones de violencia que alteran el orden público, son factores a considerar para la evaluación en la vulnerabilidad y riesgo que se presentan para el proyecto.</p> <p>Si bien por mandato de trabajar en las zonas más vulnerables, se ha operado en zonas donde se presentan conflictos (especialmente armado) en Colombia, siempre hay que considerar este escenario que puede ir en contra del curso normal de implementación de las intervenciones del FIDA.</p>	Alto	Alto
<p>Medidas de mitigación: Primero, la selección final de los territorios en los cuales el proyecto actuará requerirá la participación activa del gobierno nacional y regional para asegurar que existan condiciones mínimas de seguridad, y capacidades institucionales para implementar efectiva y eficientemente del proyecto.</p> <p>Además, las políticas de diálogo del nuevo gobierno y la puesta en práctica de los aprendizajes de proyectos FIDA y otras intervenciones similares en el área rural, requieren que los equipos territoriales establezcan relaciones de confianza con los actores locales (autoridades y comunidades) para que se identifiquen los potenciales riesgos y se establezcan las medidas pertinentes para su pronta mitigación. El proyecto incluye también un subcomponente específico (SC1.2) dirigido a fortalecer la cohesión a nivel local, incentivando la participación y la acción colectiva para la construcción de un ambiente habilitante para el desarrollo rural comunitario. Con este fin contempla fortalecimiento de habilidades para la vida, construcción de conocimiento para la innovación, tomando en consideración el conocimiento local e indígena, establecimiento de alianzas entre pares y participación democrática en espacios territoriales de diálogo.</p>		
Macroeconomic	Moderado	Moderado
<p>Riesgo: El comportamiento de la macroeconomía, en términos de crecimiento económico, inflación o espacio fiscal, entre otros, podrían afectar la existencia de entornos favorables para la generación de empleo y la creación de oportunidades de inversión en los territorios rurales más vulnerables.</p> <p>El sector rural se ve afectado en su competitividad dadas las restricciones de acceso a bienes y servicios, sumado a los diferenciales cambiarios que incrementan costos de producción y disminuyen márgenes de rentabilidad.</p>	Moderado	Moderado
<p>Medidas de mitigación: Los mecanismos de ejecución de los recursos se ajustan para asegurar una implementación rápida de las inversiones (en caso de alta inflación); o se realiza una priorización geográfica en caso sea necesario un ajuste de las metas por falta de recursos suficientes. La multiplicidad de fuentes de financiación permite mitigar posibles períodos donde los recursos de contrapartida sean más bajos, además el enfoque territorial podrá contribuir a la movilización de recursos adicionales por parte de los gobiernos locales.</p>		
Governance	Sustancial	Sustancial

<p>Riesgo:</p> <p>La limitada articulación entre el gobierno central con los gobiernos regionales y locales, puede considerarse un potencial factor de riesgo para llevar a cabo acciones de control y seguimiento a las intervenciones del FIDA. Sumado a ello, se podrían reducir las oportunidades de crear sinergias en pro de mejorar la efectividad del proyecto.</p> <p>Asimismo, el posible cambio de Gobierno a lo largo de la implementación del proyecto puede tener implicaciones para la asignación de recursos por vigencias presupuestales y priorización en el marco de los instrumentos de políticas públicas para el desarrollo rural.</p> <p>En 2023, el Índice de Percepción de la Corrupción País de Transparencia Internacional evaluó a Colombia en un alto nivel de riesgo en términos de corrupción lo que ubica al país en la posición 87 entre 180 países. El riesgo de corrupción podría afectar la ejecución del proyecto sobre todo considerando que la gran mayoría de recursos son transferidos a las organizaciones de beneficiarios.</p>		Sustancial
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>Conjuntamente con la UNC y el equipo país se trabajará para mantener la transparencia del funcionamiento del proyecto mediante la supervisión periódica de la gestión programática, financiera y de adquisiciones, así como establecer un esquema de gobernanza del proyecto que permita la rendición de cuentas y una implementación eficiente.</p> <p>Asimismo, se espera que una vez haya cambio de Gobierno en la implementación del Proyecto, se alinee con el nuevo COSOP y el nuevo Plan de Desarrollo del Gobierno entrante. Es necesario además mantener la comunicación assertiva y continua con los tomadores de decisiones a nivel del Gobierno de Colombia.</p> <p>Las medidas fiduciarias dentro las instituciones públicas de Colombia incluyen mecanismos para prevenir el riesgo de corrupción y uso no adecuado de los fondos. Estos mecanismos se han revelado muy efectivos en el caso del proyecto anterior (campo Emprende-TOP) y serán replicados en Ruralidad para la Vida. El proyecto estará sujeto y supervisado por los procedimientos de Control Interno del MADR que cuenta con Código de Ética y un plan anticorrupción que es actualizado anualmente.</p> <p>Se mantendrán los mecanismos de asignación a través de convocatorias públicas, transparentes y con participación de los diversas autoridades y miembros de la comunidad. Esta ha sido una práctica acumulada por más de 15 años en el país que ha demostrado su alta eficiencia para generar confianza en los actores y partes interesadas y ha sido reconocida por los organismos de control de los recursos públicos en el país.</p> <p>La contratación de un Operador Fiduciario especializado asegurará un manejo eficiente y transparente de los desembolsos a los beneficiarios.</p>		
Political Commitment	Moderado	Moderado

Riesgo: Puede generarse un riesgo de inestabilidad política y debilidad en la gobernanza entre el Gobierno Central y las entidades subnacionales, así como entre los poderes ejecutivo y legislativo en caso de ruptura o debilitamiento de las coaliciones políticas de gobierno. El principal riesgo, durante el periodo de implementación del proyecto, está relacionado con las elecciones Presidenciales en el 2027, con un posible cambio de gobierno y por ende de prioridades políticas y de enfoque de desarrollo rural, como ya ocurrido en pasado, por ejemplo durante la implementación de Campo Emprende-TOP.	Moderado	Moderado
Medidas de mitigación: El compromiso político hacia los Acuerdos de Paz 2016 y la Reforma Rural Integral que es uno de los pilares de ellos es un compromiso a largo plazo del Estado Colombiano que no depende del color político del gobierno a cargo. Además, las instituciones públicas del país son relativamente sólidas y usualmente no se ven afectados en su nivel operativo por cambios políticos. De todas maneras, siguiendo la práctica que resultó efectiva en Campo Emprende-TOP, el equipo país del FIDA acompañará constantemente al país y en particular al MADR, a través de sus la UNC y las UT, para asegurar la consecución de los objetivos del Proyecto		
Estrategias y políticas sectoriales	Bajo	Bajo
Policy Development and Implementation	Bajo	Bajo
Riesgo: El Plan Nacional de Desarrollo 2024 -2027, tiene un amplio enfoque hacia el sector rural; sin embargo, su efectiva implementación requiere, además de la voluntad política, podría tener el riesgo de no poder ser ejecutado de forma efectiva si no se cuenta con (i) una efectiva articulación institucional entre diferentes actores a nivel nacional y territorial que no siempre se ha logrado en el país; y (ii) capacidades de implementación que en algunos casos son deficientes en las instituciones públicas en el país.	Bajo	Bajo
Medidas de mitigación: Los procesos de formulación y revisión del COSOP y de los proyectos FIDA incluyeron espacios de diálogo con actores institucionales y de la sociedad civil, y utilizan múltiples fuentes de análisis de la problemática rural para asegurar que las diversas perspectivas son incorporadas dentro del proyecto. El proyecto incluye un subcomponente específico que apunta a fortalecer los espacios de articulación y coordinación a nivel territoriales incluyendo los gobiernos locales y los diferentes actores con el objetivo de coordinar acciones y, si posible, también apalancar recursos. La experiencia del MADR como socio estratégico del FIDA en Colombia es el principal factor de mitigación de este riesgo ya que ha demostrado tener robustez y capacidad para la implementación de los proyectos (el último fue Campo Emprende-TOP) con el apoyo del FIDA. Para ello se continuará con el acompañamiento cercano a la UNC y a los equipos territoriales a través de las misiones de apoyo a la implementación y supervisión.		
Policy alignment	Bajo	Bajo

<p>Riesgo: Tanto el COSOP 2024-2027 como el proyecto están completamente alineados con el Plan Nacional de Desarrollo (PND) de Colombia 2022-2026 "Colombia Potencia Mundial de la Vida" que, a su vez, tiene como base el Acuerdo de Paz de 2016. Ambos documentos plantean una articulación estratégica con las agendas territoriales y la concurrencia de recursos complementarios a nivel subnacional.</p> <p>En particular, el cumplimiento del acuerdo de Paz – Reforma Rural Integral, demanda la participación activa de otros sectores, incluyendo la empresa privada.</p> <p>Durante la implementación del proyecto muy probablemente se actualizará o reformulará el PND con el riesgo que el proyecto (y el COSOP) queden desfasados.</p>	Bajo	Bajo
<p>Medidas de mitigación: El marco político actual es amplio y está desarrollándose para atender a las poblaciones con mayor vulnerabilidad, sin embargo, algunas pueden variar para mejorar su alcance poblacional, en concordancia con la propuesta Estatal. En línea con esto, durante el diseño del proyecto ha desarrollado consultas con actores institucionales y locales, y ha generado diálogos con algunos productos de conocimiento, que ayudarán a fomentar la participación en los espacios de formulación de las políticas públicas, para asegurar la incorporación de la población rural en condición de pobreza como foco de las nuevas políticas y estrategias.</p> <p>La revisión de medio termino del proyecto podrá ser la oportunidad de eventualmente ajustar el foco del mismo, si necesario, a un nuevo PND en caso hubieran diferencias sustanciales con el actual.</p>		
Contexto ambiental y climático	Sustancial	Sustancial
Project vulnerability to climate change impacts	Sustancial	Sustancial
<p>Riesgo: La disponibilidad de agua está asociada con los fenómenos de variabilidad climática asociados con el Niño/ La Niña. Siendo el Niño promotor de la sequía en la mayoría del territorio colombiano y la Niña promotora de inundaciones. Debiendo de adaptarse la mayoría de los territorios focalizados a esta dualidad.</p> <p>Los Impactos económicos del cambio climático en Colombia (DNP-BID 2014) muestran que la frecuencia e intensidad de fenómenos meteorológicos extremos han aumentado en la última década en Colombia.</p> <p>Reducción de los rendimientos de muchos cultivos por las mayores temperaturas, como consecuencia del estrés hídrico y térmico, del acortamiento de la estación de crecimiento y de la mayor presencia de plagas y enfermedades. También podría disminuirse la producción animal por afectación de las pasturas y forrajes (FONADE & IDEAM, 2013).</p>	Sustancial	Sustancial

Medidas de mitigación: El proyecto desarrolló un Estudio de Adaptación Focalizado (Anexo 5e SECAP) donde se analizan minuciosamente los efectos e impactos esperados del cambio climático y las vulnerabilidades existentes a nivel territorial. El estudio propone el desarrollo de medidas de adaptación focalizadas en el aumento de las capacidades adaptativas y en la regeneración de servicios ecosistémicos clave para garantizar el soporte de las actividades de los Planes de Negocio. 1) Realización de estudios a fin de identificar malas prácticas agropecuarias y potenciar las buenas, así como también especies animales y vegetales de producción adaptadas a los riesgos climáticos, 2) Identificación de saberes ancestrales de las comunidades indígenas que contribuyan a adaptación a los fenómenos climáticos, 3) Articulación con organismos e instituciones públicas y privadas que se encuentren desarrollando acciones para afrontar los riesgos climáticos identificados a fin de proyectar su aplicación en el proyecto, 4) Capacitaciones presenciales y virtuales a técnicos del proyecto, así como a la población meta del mismo; y 5) Identificación, implementación y usos de tecnologías, tanto basadas en la naturaleza como TICS, para la prevención, mitigación y adaptación al riesgos climáticos.		
Project vulnerability to environmental conditions	Sustancial	Sustancial
Riesgo: El proyecto enfrenta amenazas climáticas como inundaciones, vendavales, deslizamientos, calor extremo, escasez de agua e incendios, intensificados por El Niño y La Niña. El Niño reduce la precipitación, aumentando la escasez de agua e incendios, mientras que La Niña incrementa la precipitación, provocando más inundaciones y deslizamientos. Además, las regiones del proyecto en Colombia están expuestas a huracanes y terremotos.	Sustancial	Sustancial
Medidas de mitigación: El proyecto, asociado con la categoría sustancial del riesgo ambiental, ha desarrollado un Marco de Gestión Social Ambiental y Climático (Anexo 5a SECAP). Los Planes de Negocio a desarrollar por los beneficiarios han de desarrollar a su vez sus respectivos Planes de Gestión Social Ambiental y Climáticos (PGSACpn) donde de forma participativa se evaluarán los riesgos ambientales y se propondrán medidas de gestión para la mitigación de los impactos. Algunas medidas que serán incluidas en el PGSAC: a) Estudios a fin de identificar malas prácticas agropecuarias y potenciar las buenas, b) identificación y puesta en valor de saberes ancestrales de las comunidades indígenas que contribuyan al manejo sostenible de los recursos naturales, c) articulación con organismos e instituciones públicas y privadas que se encuentren desarrollando acciones para afrontar los riesgos identificados a fin de proyectar su aplicación en el proyecto, d) capacitaciones presenciales y virtuales a técnicos del programa así como a la población meta del mismo, y la identificación, implementación y usos de tecnologías, tanto basadas en la naturaleza como TICS, para la prevención, mitigación y adaptación al riesgos ambientales.		
Alcance del proyecto	Bajo	Bajo
Technical Soundness	Bajo	Bajo
Riesgo: El diseño del proyecto sea complejo y poco participativo, limitando su implementación.	Bajo	Bajo
Medidas de mitigación: El proyecto considera las principales políticas y componentes técnicos que el gobierno ha podido brindar, asegurando un proyecto implementable y adecuado, con un claro componente de innovación como el RBL. Asimismo, el proyecto tendrá un sistema de monitoreo y evaluación que permitirá que se pueda ajustar durante el tiempo, según se requiera.		
Project Relevance	Bajo	Bajo

Riesgo: Los objetivos y las intervenciones del proyecto no están en total consonancia con las prioridades del FIDA o de desarrollo del país, o no son lo suficientemente pertinentes o adecuadas a las necesidades y prioridades del grupo objetivo.	Bajo	Bajo
Medidas de mitigación: El proyecto se ha diseñado en constante diálogo con el gobierno y se han tomado en cuenta sus principales políticas. El FIDA participará en el UNCT y sus espacios de diálogo con el gobierno, así como participará de mesas técnicas y políticas del Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural a fin de asegurar que el proyecto y nuestro trabajo se encuentre alineado a las prioridades del país de del grupo objetivo.		
Capacidad institucional de ejecución y sostenibilidad	Bajo	Bajo
Monitoring and Evaluation Arrangements	Bajo	Bajo
Riesgo: El riesgo de que los procesos y sistemas de seguimiento y evaluación del Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural del proyecto sean deficientes o ineficaces, y que limite la capacidad de seguimiento, validación, análisis y comunicación de los resultados, la captación de enseñanzas y el ajuste de la ejecución para aprovechar las oportunidades y adoptar medidas correctivas en el momento oportuno.	Bajo	Bajo
Medidas de mitigación: El proyecto mejorará el sistema de monitoreo y evaluación del proyecto anterior del FIDA, El Campo Emprende, el cuál ha sido mejorado por las lecciones aprendidas del proyecto anterior. Asimismo, el FIDA tendrá un asesor en materia de seguimiento y evaluación que se mantendrá en constante contacto con el proyecto para mantener la calidad del sistema.		
Implementation Arrangements	Bajo	Bajo
Riesgo: El cambio de Gobierno, puede traer consigo nuevas orientaciones para la implementación del proyecto; sin embargo, considerando las experiencias anteriores de proyectos FIDA en el país, el organismo ejecutor continuará siendo el Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural – MADR. En todo caso, se requiere de la conformación de un equipo de implementación competente y orientado a cumplir los objetivos que persigue este nuevo proyecto. En relación a la innovación sobre pago por resultados, podría ser posible que en algún momento sea necesario reasignar fondos no desembolsados del subcomponente pago por resultados a otras actividades.	Bajo	Bajo
Medidas de mitigación: Se plantean dos medidas: de una parte generar procesos de selección del equipo ejecutor – UNC de manera transparente, con mecanismos de evaluación de desempeño que incluyen indicadores claros; de otra parte, definir procesos de acompañamiento virtual y presencial por parte del equipo FIDA en coordinación con el MADR para identificar posibles cuellos de botella y tomar de manera oportuna las decisiones. A fin de mitigar el riesgo relacionado al subcomponente de pago por resultados, se incluirá una cláusula en el Convenio de Financiamiento que permita la reasignación de fondos a otros subcomponentes.		
Gestión financiera del proyecto	Sustancial	Sustancial
Project External Audit	Bajo	Bajo
Riesgo: Capacidad Contraloría General o auditores privados (Bajo), alineación estándares internacionales (Bajo), independencia Contraloría General (Bajo)	Bajo	Bajo
Medidas de mitigación: En negociaciones, confirmar con el SAI si hará la Auditoría del proyecto.		
Project Accounting and Financial Reporting	Moderado	Moderado

Riesgo: Riesgo no alineación estándares internacionales (Moderado - En convergencia) riesgo capacidad de reporting (Sustancial - Necesario un sistema financiero complementario), transferencia de documentación (Moderado), riesgo reporting atrasado a FIDA (bajo)	Moderado	Moderado
Medidas de mitigación: El proyecto implementará un sistema de seguimiento financiero automatizado que ha obtenido la no objeción del FIDA (En un plazo de 6 meses a partir de la entrada en vigor del Acuerdo de Financiación) Detallar en el MOP el proceso para informar al FIDA y AECID de los planes de negocios no ejecutados o no ejecutados en su totalidad. Uso de la norma contable de caja para el proyecto (IPSAS) a incluirse en FMFCL.		
Project Internal Controls	Sustancial	Sustancial
Riesgo: Riesgo procesos control interno (Alto - para subcomponente financiación por resultados necesario revisar M&E, y para las actividades relacionadas a becas), existencia manual financiero (Moderado - Existe experiencia del antiguo proyecto, pero este documento será solo de referencia), riesgo pagos (bajo), riesgo capacidades Auditoria I. (bajo)	Sustancial	Sustancial
Medidas de mitigación: -Exigir contar con un Manual Financiero a nivel de proyecto. -Definir un sólido sistema de M&E para el subcomponente financiación por resultados. - En cuanto al conflicto de intereses, se ha reforzado en el MOP mediante declaraciones de conflicto de intereses. -Evaluar anualmente durante las misiones el control interno del implementador del subcomponente financiación por resultados. -Definir un claro proceso de condiciones y control interno con respecto a las becas a proporcionarse.		
Project Funds Flow/Disbursement Arrangements	Sustancial	Sustancial
Riesgo: Riesgo no uso CUT (bajo) cofinanciación - internacional (bajo) cofinanciación - nacional (Sustancial - Ligado a sentencias judiciales, programas internos del MAG y aportes en especie que podrían no ser todos alineados al proyecto), registro aportes en especie (Moderado - primera vez que se realiza), riesgo ligado al subcomponente de financiación por resultados (sustancial - uso de un implementador externo al MAG, incrementa el riesgo de este subcomponente), complejidad proyecto (Sustancial - El monto de la inversión y el número de municipios donde se trabajara es significativo), competencia MADR (sustancial - las inversiones en infraestructura implicarán multi-actores privados y públicos, incluyendo municipios y entidades regionales).	Sustancial	Sustancial
Medidas de mitigación: En el MOP se elabora un anexo específico (aportes en especie) en caso de que se considere necesario este tipo de contribuciones. -En la negociación, acordar los indicadores de desembolso para el subcomponente de financiación por resultados. -Una vez que se haya determinado el implementador del RBL, se evaluará el sistema de gestión financiera del implementador - En la negociación, determinar conjuntamente y de acuerdo a criterios de elegibilidad, el valor razonablemente real de la cofinanciación local.		
Project Budgeting	Bajo	Bajo
Riesgo: Riesgo: asignación espacio fiscal (Bajo, MADR tiene el presupuesto más alto de su historia y situación macroeconómica es estable) procesos aprobación (bajo, MADR cuenta con instrumentos plurianuales).	Bajo	Bajo

Medidas de mitigación: -Proporcionar una mejor proforma/modelo para hacer el POA en el MOP -Requerir al Coordinador Financiero de tramitar/requerir oportunamente las vigencias futuras (plurianuales).		
Project Organization and Staffing	Bajo	Bajo
Riesgo: Riesgo poca experiencia con FIDA (Bajo), poca cantidad de profesionales financieros (Bajo), capacidad equipo financiero LPA (Bajo), gestión proyecto exclusivamente dentro MADR (Moderado - Necesario un operador fiduciario externo, pero MADR tiene experiencia con esta figura)	Bajo	Bajo
Medidas de mitigación: Pactos previos al desembolso: Contratación del coordinador financiero Medida mitigación: Priorizar la contratación de personal con experiencia en proyectos FIDA y de banca multilateral. Realizar la evaluación fiduciaria al operador externo antes de la firma del contrato y dar la NO a los TdR.		
Adquisiciones y contrataciones	Moderado	Moderado
A.1 Legal, Regulatory and Policy Framework	Bajo	Bajo
Riesgo: El conjunto de normas legales y reglamentaciones se encuentra adecuadamente registrado y organizado en forma jerárquica (leyes, decretos, reglamentaciones, procedimientos), y su precedencia está claramente establecida, por lo que podría considerarse aceptable para su uso para la ejecución de los proyectos. Sin embargo, se identificaron posibles riesgos debido a: i) la no existencia de disposiciones normativas sobre Contrataciones Públicas Sostenibles (CPS), en términos análogos a los previstos en el PESAC (aun cuando se han emitido dos guías de la CCE, que promueven su uso), ii) la disposición existente sobre la celebración de los contratos interadministrativos (entre entes de naturaleza estatal) mediante contrataciones directas, iii) la dispersión normativa que dificulta la identificación y aplicación de la norma, y iv) la falta de una instancia administrativa para resolución de impugnaciones en la etapa precontractual limitando los derechos de los eventuales interesados.	Bajo	Bajo

Medidas de mitigación: Se hará seguimiento a cualquier cambio en el marco jurídico, reglamentario e institucional que pudiera afectar la ejecución eficiente de los proyectos. Así mismo, en caso de adoptarse la normativa nacional el FIDA vigilará: i) la integración de las cláusulas y condiciones del PESAC, de forma complementaria en los documentos de licitación estándar de la normativa nacional, así como la observancia a su cumplimiento, en el marco de sus operaciones en el país, identificando medidas que se implementen en las adquisiciones y contrataciones a través de: 1.Especificaciones técnicas/TDRs, 2.Calificación de oferentes/proponentes, 3.Criterios de evaluación de ofertas/propuestas, 4.Cláusulas contractuales; en atención a los riesgos específicos de futuras operaciones, de acuerdo a la lista de verificación de evaluación ambiental y social del PESAC; ii) la selección de los socios implementadores de naturaleza estatal (si corresponde), que debe llevarse a cabo mediante una selección competitiva a menos que se puedan proporcionar pruebas convincentes de que un asociado en la ejecución de un solo proveedor ofrece una mejor relación calidad-precio para las operaciones del país a precios competitivos; iii) el establecimiento en los manuales de operaciones de una síntesis de los procedimientos del marco legal y reglamentario, unificando y dando coherencia de forma simplificada a la normativa nacional (si aplicara a las adquisiciones y contrataciones de los proyectos); y iv) el establecimiento en los manuales de operaciones y en los documentos de licitación, medidas viables para atender adecuadamente de forma aceptable, eventuales conflictos y controversias precontractuales, pasando por analizar la aplicación de lo previsto en las disposiciones del FIDA en la materia.		
A.2 Institutional Framework and Management Capacity	Moderado	Moderado
Riesgo: El sistema de compras públicas se viene adecuando para el cumplimiento de las obligaciones establecidas en la Ley, y hoy día existe un alto nivel de automatización de las plataformas de apoyo (SECOP I, SECOP II, Tienda Virtual, Planes de Adquisición y de Multas y Sanciones), que asegura la trazabilidad de la gestión de los procesos de adquisición a nivel nacional y territorial. Todavía hay un espacio para mejorar la vinculación con el sistema financiero que permitiría la consolidación de la información y en general para usar los datos generados por los sistemas para analizar y medir el desempeño. Por otro lado, dado su alto nivel de automatización, existe el riesgo potencial asociado al acceso a tecnologías de información y comunicación, y a la falta de capacidad institucional para su uso efectivo y adecuado en las etapas de planificación, ejecución, administración y supervisión de los procesos de adquisición y contratación de bienes, obras y servicios.	Moderado	Moderado

Medidas de mitigación: El fortalecimiento de la capacidad institucional, entre los que cuentan los mecanismos de profesionalización del personal de adquisiciones, alineado a su proceso de modernización, y el establecimiento de los enlaces y vinculaciones del sistema de compras públicas con el sistema de gestión de finanzas públicas del país, son considerados elementos esenciales para contar con procesos de adquisiciones públicas transparentes y eficientes. Por su lado, el FIDA en cada operación, continuará brindando apoyo a personal de los organismos ejecutores y de los proyectos en la profesionalización en el área de adquisiciones y contrataciones invitando a la participación en "Build PROC", un programa de creación de capacidad en adquisiciones para el desarrollo agrícola y rural, bajo una perspectiva que busca un impacto en los resultados de desarrollo, gracias a un uso más eficiente de los fondos públicos, al fortalecimiento de las instituciones, al fortalecimiento de una buena política gubernamental y a la mejora de la capacidad del sistema de contratación. En los diseños de las futuras operaciones, se deberá considerar en los arreglos de implementación, la estructura y los recursos necesarios para atender las complejidades de las operaciones, tales como: i) personal a nivel central y territorial asignado para atender la gestión de adquisiciones y contrataciones, ii) el desarrollo de procedimientos claros y objetivos en los manuales de operaciones, con la síntesis de la normativa aplicable en el ámbito nacional/territorial, asegurando su compatibilidad con las Directrices del FIDA e integrando los procedimientos PESAC, iii) el fortalecimiento de los procesos de apoyo, capacitación y acompañamiento en la materia, acorde con la naturaleza de los actores y las brechas de información y conocimientos identificadas, y iv) el uso del sistema integrado OPEN del FIDA en todos sus módulos, desde la formulación del PAC hasta el cierre de contratos, permitiendo la generación de reportes útiles a la toma oportuna de decisiones, en el marco de los proyectos.		
A.3 Accountability, Integrity and Transparency of the Public Procurement System	Bajo	Bajo
Riesgo: El suficiente desarrollo del marco legal y reglamentario supone que en la práctica se busca maximizar el valor por el dinero, la mejora de la provisión de bienes, obras y servicios, la confianza gubernamental y el logro de los objetivos en un entorno de transparencia y control del gasto público, mediante el uso de las modalidades de contratación que incluyen procedimientos de contratación competitivos. Los riesgos potenciales en este pilar, están asociados a la amplia gama de supuestos para la aplicación de la contratación directa en la normativa nacional, incluyendo la existencia de la disposición para la celebración de los contratos inter-administrativos (entre entes de naturaleza estatal) mediante contrataciones directas.	Bajo	Bajo
Medidas de mitigación: Para cada proceso de contratación, sea competitivo o no, se debe realizar un estudio que permita determinar los costos, gastos y riesgos del proceso. Para celebrar una contratación directa deberá justificarse claramente cuál es la razón por la que se recurre a ella y la causal legal que permite adelantar la contratación por dicha modalidad. La selección de los socios implementadores de naturaleza estatal (si corresponde), debe llevarse a cabo mediante una selección competitiva a menos que se puedan proporcionar pruebas convincentes de que un asociado en la ejecución de un solo proveedor ofrece una mejor relación calidad-precio para las operaciones del país a precios competitivos.		
A.4 Public Procurement Operations and Market Practices.	Bajo	Bajo

Riesgo: El sistema muestra claros elementos de transparencia e integridad, sin embargo, se identificaron los siguientes riesgos: i) la no incorporación del recuento de las normas de anticorrupción en los documentos de licitación, que no obliga al cumplimiento de las mismas; ii) no existe un mecanismo adecuado que promueva el control social ni la canalización de denuncias/quejas reclamos bajo condiciones de seguridad para el denunciante; y iii) la falta de una instancia administrativa para resolución de impugnaciones en la etapa precontractual limitando los derechos de los eventuales interesados.	Bajo	Bajo
Medidas de mitigación: En un escenario eventual, donde se aplique la normativa nacional en los proyectos, será necesario: i) la incorporación explícita en los documentos de licitación de las políticas sobre prácticas prohibidas, acoso sexual y procedimientos PESAC, así como la adopción del Formulario de Auto-certificación, en todos los procedimientos de adquisiciones y contratación; ii) establecimiento de mecanismos de control social, para que la gestión de las adquisiciones se realice dentro de un marco de control social adecuado, y con canales de denuncia accesibles que consideren la focalización territorial y social del proyecto (dispersión/comunidades indígenas/lenguas nativas), así como en un entorno de protección para el denunciante, lo cual debe estar incorporado en los manuales de operaciones de proyectos; iii) establecer en los manuales de operaciones y en los documentos de licitación, medidas viables para atender adecuadamente de forma aceptable, eventuales conflictos y controversias en la etapa precontractual, pasando por analizar la aplicación de lo previsto en las disposiciones del FIDA en la materia.		
B.1 Assessment of Project Complexity	Moderado	Moderado
Riesgo: Se esperan riesgos moderados a nivel del proyecto, por su complejidad, derivada del co-financiamiento con AECID, el valor de las inversiones, el volumen de actividades, la tercerización en un operador externo de la administración de los contratos/convenios, el amplio y disperso territorio de intervención, la participación de co-ejecutores, así como la de comunidades y organizaciones productivas beneficiarias, en actividades de adquisición.	Moderado	Moderado
Medidas de mitigación: Las medidas para la gestión de los riesgos pasa por contar con al menos un profesional del área en la UCP, que se establezcan en el MOP del proyecto, los procesos y procedimientos aplicables en cada caso, de forma detallada, así como los responsables, y que se transfieran las competencias administrativas necesarias a las comunidades y organizaciones beneficiarias en el marco de la ejecución de los planes de negocio, para llevar a cabo los procedimientos de adquisiciones de forma justa y eficiente, de acuerdo a la normativa, regulaciones y sistemas disponibles consistentes con las Directrices del FIDA y el Manual para la adquisición de bienes y la contratación de obras y servicios del FIDA, incluyendo la integración del PESAC en la gestión de las adquisiciones, así como la observancia a su cumplimiento.		
B.2 Assesment of Implementing Agency Capacity	Moderado	Moderado

Riesgo: El MADR, como Entidad Estatal esta sujeto a todo el marco normativo, reglamentario del Sistema de Compras del Estado. Por otro lado, cuenta con su propio manual de contratación, supervisión e interventoría, que guía la actuación del la Entidad en la materia. El Grupo de Contratación, es un equipo de alto nivel adscrito a la Subdirección de Administración que depende directamente del despacho del Ministro y cuenra con personal suficiente en cantidad y calidad para llecar a cabo las demandas de la institución. No obstante durante la evaluación de puso identificar un hallazgo sobre el alto porcentaje (respecto de presupuesto total del PAC) de procesos de contratación directa en el marco de la normativa nacional, bajo el cual se llevan a cabo los procedimientos de selección para bienes, obras y servicios (consultoría y no consultoría), de la Entidad.	Moderado	Moderado
Medidas de mitigación: Este proyecto se ejecutará de conformidad con la normativa del FIDA. El MADR ha manifestado que se encuentra en proceso de estructuración una Unidad encargada de la ejecución de los programas y proyectos financiados con recursos de organismos internacionales y banca multilateral. Al interior de esta dependencia, se creará la Unidad Nacional de Coordinación para el proyecto Ruralidad para la Vida. Las medidas para la gestión de los riesgos pasa por contar con al menos un profesional del área en la UCP, que se establezcan en el MOP del proyecto, los procesos y procedimientos aplicables en cada caso, de forma detallada, así como los responsables, y que se transfieran las competencias administrativas necesarias a las comunidades y organizaciones beneficiarias en el marco de la ejecución de los planes de negocio, para llevar a cabo los procedimientos de adquisiciones de forma justa y eficiente, de acuerdo a la normativa, regulaciones y sistemas disponibles consistentes con las Directrices del FIDA y el Manual para la adquisición de bienes y la contratación de obras y servicios del FIDA, incluyendo la integración del PESAC en la gestión de las adquisiciones, así como la observancia a su cumplimiento.		
Project Procurement Overall	Moderado	Moderado
Riesgo: La evaluación del riesgo a nivel de país sobre el conjunto de normas legales y reglamentaciones y el Sistema de Compra Pública es bajo debido a que se encuentra adecuadamente organizado en forma jerárquica, compatible con las buenas prácticas internacionales, e incluye mecanismos aceptables para garantizar la transparencia de información y la rendición de cuentas. Se esperan sin embargo, riesgos moderados a nivel del proyecto, frente a la capacidad de gestión de las adquisiciones y contrataciones del proyecto, por su complejidad, derivada del co-financiamiento con AECID, el valor de las inversiones, el volúmen de actividades, la tercerización en un operador externo de la administración de los contratos/convenios, el amplio y disperso territorio de intervención, la participación de co-ejecutores, así como la de comunidades y organizaciones productivas beneficiarias, en actividades de adquisición.	Moderado	Moderado

Medidas de mitigación: Las medidas para la gestión de los riesgos pasa por contar con al menos un profesional del área en la UCP, que se establezcan en el MOP del proyecto, los procesos y procedimientos aplicables en cada caso, de forma detallada, así como los responsables, y que se transfieran las competencias administrativas necesarias a las comunidades y organizaciones beneficiarias en el marco de la ejecución de los planes de negocio, para llevar a cabo los procedimientos de adquisiciones de forma justa y eficiente, de acuerdo a la normativa, regulaciones y sistemas disponibles consistentes con las Directrices del FIDA y el Manual para la adquisición de bienes y la contratación de obras y servicios del FIDA, incluyendo la integración del PESAC en la gestión de las adquisiciones, así como la observancia a su cumplimiento.		
Impacto ambiental, social y climático	Moderado	Moderado
Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards	Bajo	Bajo
Riesgo: Las poblaciones más pobres y objeto de focalización de este proyecto podrían tener acceso a sistemas ambientales degradados donde uno o más de los servicios ecosistémicos están comprometidos. Una valoración de la vulnerabilidad de la oferta de servicios ecosistémicos en Colombia muestra que la mayoría de los municipios focalizados se encuentran en lugares con una vulnerabilidad alta o muy alta. Asimismo, las intervenciones del proyecto y más concretamente los posibles impactos asociados con el desarrollo de los planes de negocio, y su éxito pueden, si no son gestionadas debidamente, pueden aumentar la presión sobre sistemas vulnerables y degradados en la actualidad.	Bajo	Bajo
Medidas de mitigación: Se implementará la estrategia de género e inclusión social que contendrá lineamientos que aseguran la integración de poblaciones en situación de vulnerabilidad en los servicios ofrecidos directamente fortaleciendo sus capacidades para que lograr el empoderamiento económico, político y redistribución de la carga laboral, a través de uso de tecnologías amigables al medio ambiente, abordando los desafíos y potencial de los jóvenes rurales. Asimismo, en la elaboración de cada PN se realizará un análisis de los cambios a nivel de paisaje o de gestión territorial que han podido incidir en el aumento del riesgo por inundación y otros vientos climáticos en la zona de intervención del PN, a fin de generar un PGSAcpn		
Greenhouse Gas Emissions	Bajo	Bajo
Riesgo: Por la naturaleza de las actividades previstas en el proyecto, no se prevé emisión de GEI de manera significativa. Por el contrario, las intervenciones de Ruralidad para la Vida tendrán notables beneficios colaterales de mitigación. El análisis Ex Act ha previsto que el proyecto evitará emisiones de GEI o secuestrará carbono por un importe total de -17 372 912 toneladas de CO2eq, lo que corresponde a -5,1 toneladas/ha/año, durante un periodo de 20 años	Bajo	Bajo
Medidas de mitigación: N/A		
Physical and Economic Resettlement	Bajo	Bajo
Riesgo: El Proyecto no contempla inversiones relacionadas a la adquisición de tierras, y pretende fortalecer el acceso a activos fuentes de ingreso y medios de vida. No se prevén riesgos relacionados a Reasentamiento físico y económico	Bajo	Bajo
Medidas de mitigación: N/A		
Community health, safety and security	Moderado	Moderado

Riesgo: El proyecto está situado en una zona en la que existen pruebas pasadas de impactos negativos de enfermedades transmitidas por el agua u otros vectores, o enfermedades transmisibles/no transmisibles, pero en la que la regulación o contención de estos impactos ha demostrado ser eficaz.	Moderado	Moderado
Medidas de mitigación: el proyecto garantizará el cumplimiento de las siguientes medidas: i) promoverá prácticas de inocuidad y sanidad de acuerdo a la legislación nacional vigente; ii) aplicará los Procedimientos de Evaluación y Gestión Laboral (Anexo 5I de la Nota SECAP) para alcanzar niveles de trabajo; iii) incluirá en los TDR para adquisición de bienes y servicios una cláusula en la que los proveedores de servicios presenten una declaración jurada de cumplimiento de la normativa nacional laboral y cumplimiento con los compromisos internacionales asumidos por la República de Colombia; iv) articulará acciones en el marco del Plan progresivo de Protección Social del Ministerio del Trabajo, incluyendo Agencias de ONU para la capacitación y manejo de protocolos de actuación ante situaciones de violencia basada en género por parte del equipo del proyecto, las OP, Comités Locales de Evaluación y Asignación de Recursos (CLEAR) por ejemplo; v) garantizará la incorporarán en los planes de negocio medidas para la gestión de los riesgos sociales; vi). aplicará la Lista de Exclusión en materia ambiental y social (Anexo 5f de la Nota SECAP).		
Labour and Working Conditions	Substancial	Substancial
Riesgo: La Tasa de Informalidad nacional para el periodo 2023 se sitúa en un 56% y el 84% para los centros poblados y rural disperso, por lo que es muy probable que el proyecto opere con cadenas de valor informales que exponen a los trabajadores a condiciones de trabajo que no cumplen con las leyes laborales nacionales o los compromisos internacionales, trabajo forzoso y/o trabajo infantil y riesgos laborales	Substancial	Substancial
Medidas de mitigación: El proyecto incluirá en los PN, emprendimientos, rehabilitación de infraestructura de bienes públicos: i) un instrumento de verificación del cumplimiento de la normativa laboral vigente sobre la no explotación laboral, trabajo forzoso y trabajo infantil para verificar estos temas; ii) acordará con las OP reglamentos para la operación y mantenimiento de los bienes públicos y iv) en las licitaciones, deberá incluirse las cláusulas necesarias para que los proveedores implementen medidas para evitar y reducir los riesgos laborales en concordancia con los Procedimientos de Evaluación y Gestión Laboral (Anexo 5I de la Nota SECAP) para alcanzar niveles de trabajo descendentes		
Indigenous Peoples	Moderado	Moderado
Riesgo: Colombia es un país pluricultural, multiétnico y diverso. Según el censo del 2018, la población indígena representa el 4,4% del total nacional, con 1.905.617 personas que se auto reconocen como pertenecientes a alguno de los 115 Pueblos Indígenas existentes.	Moderado	Moderado
Medidas de mitigación: El proyecto se implementará en línea con las políticas de actuación del FIDA y establecerá el Plan de PI y el Plan de Implementación del CLPI. Además, para la implementación de todas las actividades específicas con los PI, el proyecto pueda contar con la participación directa de las organizaciones que los representan a nivel territorial como proveedores de servicios. Se excluyen territorios conflictivos y se priorizan conocimientos indígenas frente al cambio climático, buscando sinergias entre estos, el conocimiento local y científico para soluciones apropiadas. Se evaluará tecnología nueva considerando su sostenibilidad y su impacto en la resiliencia de los PI.		
Cultural Heritage	Moderado	Moderado

Riesgo: No se prevé que el proyecto pueda causar una degradación significativa del patrimonio cultural, incluidas las amenazas a recursos de importancia histórica, religiosa o cultural, o la pérdida de estos.	Moderado	Moderado
Medidas de mitigación: i) La UNC consultará con el Instituto del Patrimonio de la Cultura acerca de la sobreposición con áreas de alto valor cultural y realizará la gestión de acuerdo a los procesos de CLPI para constatar el cumplimiento y los requerimientos en cuanto a permisos o licencias que pudieran ser necesarios; ii) La UNC garantizará que en los planes de negocio u otros instrumentos incluirán el análisis del patrimonio cultural que pueda verse afectado por el proyecto e incorporará las medidas correspondientes y iii) se aplicará la Lista de Exclusión en materia ambiental y social (Anexo Nota SECAP).		
Resource Efficiency and Pollution Prevention	Substancial	Substancial
Riesgo: Con relación al uso eficiente de los recursos naturales y prevención de la contaminación, el proyecto podría involucrar o conducir a: a) una producción primaria ambientalmente no sostenible de recursos naturales vivos; b) actividades en áreas de silvicultura, incluida la explotación de bosques naturales, el desarrollo de plantaciones y/o la reforestación; c) a un consumo significativo de materias primas, energía y/o agua; d) a una extracción, desviación o contención significativa de aguas superficiales o subterráneas; y e) incluir ganadería – sistemas extensivos e intensivos y productos animales Es posible que el proyecto pueda estar localizado en áreas contaminadas por el uso intensivo de pesticidas para el control de cultivos ilícitos o en zonas contaminadas por minería artesanal y/o industrial.	Substancial	Substancial
Medidas de mitigación: Para la gestión eficiente de los recursos y la prevención el proyecto desarrolla el Marco de Gestión Social, Ambiental y Climático (Anexo 5a SECAP), que contiene la descripción detallada de las medidas a ser implementadas a fin de reducir, minimizar, mitigar o resarcir los posibles impactos ambientales y sociales del proyecto. A su vez cada Plan de Negocio desarrollado por los beneficiarios del proyecto ha de desarrollar un Plan de Gestión Social, Ambiental y Climático específico. Se recomienda la exclusión de las zonas terrestres y humedales donde existan reportes o indicios documentados de contaminación, por ejemplo, por actividad minera o vertimiento de aguas residuales.		
Biodiversity Conservation	Substancial	Substacial
Riesgo: El proyecto podría requerir la adquisición de recursos naturales, como madera, para la ejecución de los Planes de Negocio, así como la rehabilitación de infraestructura pública.	Substancial	Substancial

Medidas de mitigación: El proyecto contará con un PGSAC donde se describen las medidas específicas para gestionar este tipo de riesgo, como por ejemplo: Identificar áreas de amortiguamiento (buffer zona), o cercanas a ellas, en las que podría tener acción el programa o los beneficiarios y priorizar las mismas para los componentes de información, concientización y buenas prácticas en gestión sostenible de los recursos naturales vinculadas al desarrollo de AE; Articular con los programas públicos y privados que promueven la conservación y restauración de ecosistemas degradados a diferentes escalas (locales, de paisajes o región) en lo vinculado a la EA en miras a la proyección de sus acciones hacia la población meta del programa; o incorporar cláusulas a nivel de adquisiciones (madera y otros recursos) para garantizar que las adquisiciones de materiales provenientes de bosques, tienen procedencia legal. Asimismo, se considerarán cláusulas proporcionales al volumen que será adquirido. En adición cada PN también contará con un PGSAcpn para gestionar los riesgos determinados para este tipo de inversiones		
Partes interesadas	Moderado	Moderado
Stakeholder Grievances	Moderado	Moderado
Riesgo: Hay conocimiento de los procedimientos pero hace falta seguir fortaleciendo	Moderado	Moderado
Medidas de mitigación: Desarrollar un Mecanismo de queja, reclamo y denuncia, acorde a las condiciones, necesidades y complejidades del sector de implementación, adecuado para la población, y difundido de manera amplia en los medios de mayor acceso a las personas participantes. Desarrolla la CLPI y procesos de requisitos en casos donde se usen recursos comunitarios u otros activos culturales Diseñar e implementar acciones directas de fortalecimiento de capacidades comunitarias, prevención y atención en temas relacionados a normas ambientales, sociales y climáticas del, fraude, corrupción o casos de explotación y abusos sexuales		
Stakeholder Engagement/Coordination	Moderado	Moderado
Riesgo: Falta de adaptación de los instrumentos y diálogo con las minorías étnicas Falta de alineación con gobiernos locales y autoridades étnicas puede llevar a priorización equivocada o a captura de los recursos por parte de “élites”. Falta de coordinación en el Componente 2 con los socios públicos a nivel nacional Falta de coordinación entre programas públicos genera una baja eficiencia en su uso por posibles repeticiones o falta de incorporación de grupos vulnerables. No se estima ningún riesgo en relación a personas con discapacidad, debido a que existe un marco legal, institucional y de políticas favorable a este grupo vulnerable, en armonía con la estrategia del FIDA (detallada en el SECAP), que incluye un análisis de la situación de las personas con discapacidad (Anexo 5b).	Moderado	Moderado

<p>Medidas de mitigación:</p> <p>Una vez establecida la estrategia de focalización, emplear el mecanismo de CLPI, así como otros mecanismos de consulta autónoma comunitaria, para generar una estrategia de vinculación/comunicación/difusión de la información, con convocatorias inclusivas acordes al contexto y las condiciones, conocimientos y lenguas de cada comunidad.</p> <p>Definir un “Plan de participación de las partes interesadas” conjunto, que permita definir acciones entre instituciones (sus potestades) y actores comunitarios en apoyo a las acciones del proyecto</p> <p>Implementación de regulación nacional en temas de focalización, consulta, medio ambiente e inclusión de poblaciones en vulnerabilidad. Establecer e implementar los mecanismos de consulta en diseño, con grupos representativos de las poblaciones en mayor vulnerabilidad focalizadas por el proyecto (PPII, NARP y otros grupos)</p> <p>Definir alcances e impulsar un Enfoque territorial que asegure la participación de diversos actores e instituciones locales en la implementación.</p> <p>Establecer mecanismo de consulta y participación de socios claves y beneficiarios en el CDP.</p> <p>Asegurar recursos suficientes para garantizar que las consultas y el proceso de consentimiento se lleven a cabo y se supervisen durante todo el ciclo del proyecto. Asegurar que se contrate personal/consultores con conocimiento y experiencia en pueblos indígenas para implementar y monitorear el proceso de CLPI y todas las actividades relacionadas con pueblos indígenas.</p> <p>Personas con discapacidad: Coordinación con el Ministerio para la participación de las Personas con Discapacidad y coalición para la implementación de la Convención sobre los Derechos de las Personas con Discapacidad (CDPD) (Anexo 5d), así como acciones específicas para promover su incorporación con un enfoque de derechos humanos (i.e. rehabilitación de bienes públicos considerando las características de la población objetivo, especialmente personas con discapacidad anexo 5b)</p>		
Riesgo General	Moderado	Moderado